



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GENERALE

E/1993/84  
10 juin 1993  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Session de fond de 1993  
Genève, 28 juin-30 juillet 1993  
Point 4 a) de l'ordre du jour provisoire\*

QUESTIONS DE COORDINATION : RAPPORTS DES ORGANES DE COORDINATION

Programmes et ressources du système des Nations Unies  
pour l'exercice biennal 1992-1993

Rapport du Comité administratif de coordination

INTRODUCTION

1. Comme suite aux discussions du Comité du programme et de la coordination (CPC)<sup>1</sup>, le CAC a présenté en 1991 dans un additif à son rapport d'ensemble annuel pour 1990, des données sur les programmes et ressources du système des Nations Unies pour l'exercice biennal 1990-1991 (E/1991/42/Add.1). Ce document, le premier du genre, avait pour but de présenter les objectifs des organismes du système des Nations Unies dans les divers domaines d'activité les concernant, ainsi que les allocations correspondantes de ressources financières. Le CAC pensait que ces données pourraient s'avérer un instrument utile pour une meilleure compréhension du fonctionnement du système, tout en contribuant à assurer une coordination plus efficace de ses activités.

2. Ce premier document avait été favorablement accueilli par le CPC<sup>2</sup>, qui avait estimé que ces données devraient être présentées tous les deux ans et remplacer l'ancien rapport du CAC sur les dépenses du système des Nations Unies liées aux programmes. Le CPC a également proposé d'en améliorer la présentation, préconisant davantage de rigueur dans la description des programmes et une plus grande clarté dans la formulation des objectifs de ces programmes et suggérant que des données plus précises soient communiquées pour chaque type de ressources et que les ressources ordinaires et extrabudgétaires soient présentées à la fois séparément et de manière globale. Ces propositions et les mesures à prendre pour y donner suite ont ensuite été examinées par les organes subsidiaires du CAC spécialisés dans les questions de programmes, de budget et de finances, et le présent rapport, qui porte sur l'exercice biennal 1992-1993, en est le résultat.

---

\* E/1993/100.

### Caractéristiques de la présentation actuelle

3. Les principales différences entre le présent rapport et celui qui l'a précédé sont les suivantes :

a) Le présent rapport repose sur une classification améliorée des programmes approuvée par le CAC en 1992. En application de cette nouvelle classification, les activités des organisations sont divisées entre 20 grands secteurs fonctionnels, dont de nouveaux secteurs distincts pour les statistiques générales, l'énergie et l'environnement. Au sein de chaque secteur, les activités sont classées par sous-secteurs fonctionnels plus détaillés;

b) Le tableau financier récapitulatif, indiquant les prévisions de dépenses des organisations par secteur, a été complété par un nouveau tableau récapitulatif indiquant le total des ressources devant être mises à la disposition des organisations qui représentent une importante source de financement pour d'autres organismes du système, ainsi que les montants estimatifs de ce financement interorganisations (sous forme de chiffres négatifs) et les prévisions de dépenses nettes des organisations de financement. Pour les organisations ayant un budget ordinaire, un tableau récapitulatif supplémentaire présente des chiffres distincts pour les prévisions de dépenses financées au moyen du budget ordinaire, d'une part, et au moyen des ressources extrabudgétaires, d'autre part. La révision de la classification des programmes tient compte des domaines intersectoriels présentant un intérêt particulier faisant l'objet d'un tableau distinct dans le rapport de 1991<sup>3</sup>.

4. Les éléments d'information retenus sont présentés séparément pour l'ONU<sup>4</sup>, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), le Programme alimentaire mondial (PAM), chacune des 11 institutions spécialisées à vocation technique<sup>5</sup> et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Ces organismes oeuvrent chacun dans le domaine de compétence que définissent leurs statuts, et leurs programmes et budgets sont adoptés par leurs organes directeurs. Le mandat de certains d'entre eux est plus vaste que ne le donneraient à penser les objectifs précis de leurs programmes, tels qu'ils sont énoncés ci-après.

5. Comme dans le précédent rapport, les organismes du système qu'intéressent au premier chef le financement du développement ou les finances internationales au sens large, soit le groupe de la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et le Fonds international de développement agricole (FIDA), ne sont pas inclus en raison de la nature de leurs activités, qui diffèrent complètement de celles des autres organisations, aussi bien que de l'ordre de grandeur de leurs ressources, qui est sans commune mesure avec celui des moyens financiers dont dispose le reste du système.

6. En demandant des données permettant de faire le lien entre les programmes du système des Nations Unies et les ressources dont il dispose, l'un des objectifs du CPC était d'éviter tout chevauchement ou double emploi. En présentant des données comparatives sur les programmes et les ressources non disponibles ailleurs dans un document unique, on espère que le présent rapport sera utile à cet égard. Il importe de noter toutefois que les descriptions de

programme qu'on y trouve sont nécessairement assez brèves et ne sauraient être considérées isolément des données plus détaillées figurant dans le programme et le budget des différentes organisations et dans les documents y afférents. Une liste de ces documents est jointe en annexe.

#### Description sommaire des tableaux

7. Le tableau 1 reprend le modèle du rapport précédent et indique le total des prévisions de dépenses pour 1992-1993, toutes sources de financement confondues, par grands secteurs, pour les 18 organisations dont il est fait mention au paragraphe 4 ci-dessus.

8. Le nouveau tableau 2 indique, également par grand secteur, le montant estimatif total des ressources pour 1992-1993 de l'ONU, du PNUD et du FNUAP, le financement qu'elles doivent permettre d'assurer pour d'autres organisations, ainsi que le montant total net des prévisions de dépenses.

9. Le nouveau tableau 3 indique, toujours par grand secteur, les prévisions de dépenses pour 1992-1993 établies pour chacune des 11 institutions spécialisées et pour l'AIEA, par principale source de financement (budget ordinaire et ressources extrabudgétaires). Les mêmes données apparaissent au tableau 2 pour l'Organisation des Nations Unies elle-même.

10. Le tableau 4, qui reprend le modèle du tableau 2 du rapport précédent, présente les principaux objectifs de programme ainsi que les prévisions de dépenses pour chacun des 83 sous-secteurs composant les 20 secteurs de la classification révisée des programmes établis par le CAC, et pour chacune des 18 organisations sur lesquelles porte le rapport. Le montant total des dépenses pour chacun des secteurs correspond aux totaux sectoriels du tableau 1.

#### Règles de présentation

11. Le total des chiffres présentés correspond à l'intégralité des prévisions de dépenses des organisations (ou dans le tableau 2, au montant total estimatif des ressources), sauf que les estimations concernant les activités extrabudgétaires de maintien de la paix de l'ONU, qui de par leur nature ne peuvent être prévues à l'avance, ont été omises. Afin d'éviter toute double comptabilisation, il n'ait jamais fait mention d'une activité que sous une rubrique unique, selon son objectif principal. Lorsqu'une des organisations finance des activités réalisées par une autre, les dépenses y afférentes sont présentées par cette dernière. Afin de donner une idée globale du coût des activités considérées, les ressources consacrées à des travaux autres que de fond, tels que la gestion et les activités d'appui ont été réparties entre les organes de prise de décisions et présentées sous les rubriques et sous-rubriques de la classification des programmes. Il peut donc y avoir divergence entre les données présentées ici et les chiffres figurant sous les intitulés similaires dans les budgets des organisations, mais celle-ci n'est qu'apparente.

12. Toutes les données concernant les programmes et les ressources financés par des contributions volontaires sont des projections fondées sur les éléments d'information disponibles lors de l'élaboration des tableaux (fin 1992); la répartition des activités et des allocations de ressources entre les secteurs et les sous-secteurs doit donc être considérée comme approximative.

13. Dans le cas du PNUD, les priorités et plans nationaux arrêtés par les gouvernements des pays bénéficiaires constituent le seul cadre de référence, et il n'existe pas d'objectifs de programme sectoriels comparables à ceux des autres organisations. Le PNUD a indiqué qu'en tant que principal organisme de financement et de coordination du système pour les activités opérationnelles de développement, son rôle est de promouvoir le développement humain et, ce faisant, l'autosuffisance dans les pays en développement, en diversifiant et en renforçant les capacités nationales, et qu'il accorde la priorité aux domaines suivants :

- a) Elimination de la pauvreté et participation populaire au développement;
- b) Problèmes d'environnement et gestion des ressources naturelles;
- c) Amélioration des méthodes de gestion;
- d) Coopération technique entre pays en développement;
- e) Transfert et adaptation des techniques aux fins du développement;
- f) Participation des femmes au développement.

Pour ces raisons, seules les données concernant les ressources, à l'exclusion de toute description des objectifs de programme, sont présentées dans le cas du PNUD. Le plus souvent, les chiffres concernant le PNUD sont présentés de manière aussi détaillée que pour les autres organisations mais, dans quelques secteurs, les changements apportés dans la classification des programmes du CAC n'ont pas permis une répartition selon les sous-secteurs. On compte que le rapport devant être soumis en 1995 présentera une répartition complète selon les sous-secteurs.

14. Sur la base de l'expérience acquise jusqu'à présent, plusieurs organisations ont revu leurs méthodes de présentation, et le CAC espère qu'à mesure que toutes les organisations se familiariseront avec les procédures analytiques nécessaires, la cohérence interne des données ainsi présentées continuera de s'améliorer. Ayant à l'esprit les changements méthodologiques déjà adoptés et les importantes révisions apportées à la classification des programmes elle-même, le CAC suggère d'éviter toute comparaison directe entre le présent rapport et les données communiquées au CPC en 1991.

#### Conclusion

15. Le CAC estime que le présent rapport représente un progrès, et espère que les données qu'il contient seront utiles. En préparant le prochain rapport prévu pour 1995, le CAC entend porter son attention sur les moyens d'assurer une plus grande cohérence dans les rapports d'activité des organisations en uniformisant les rubriques ainsi que dans la conception de la description de leurs objectifs de programme. Le CAC envisage également d'étudier les moyens de faire en sorte que la spécificité du travail des organisations oeuvrant dans les mêmes domaines de programme et que la manière dont ces activités sont coordonnées soient plus clairement définies.

Notes

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 16 (A/45/16), première partie, par. 402.

<sup>2</sup> Ibid., quarante-sixième session, Supplément No 16 (A/46/16) par. 452 à 456.

<sup>3</sup> Les domaines d'intérêt particulier présentés dans le dernier rapport étaient la protection de l'environnement, la lutte contre l'abus des drogues et la participation des femmes au développement. L'environnement, qui ne figurait pas dans la classification antérieure des programmes du CAC, figure maintenant dans le secteur de programme 200. La lutte contre l'abus des drogues, précédemment classée sous la rubrique prévention de la criminalité (sous-secteur 146) figure maintenant dans le sous-secteur 176; les activités relatives à la promotion de la femme sont classées dans le sous-secteur 173 (précédemment sous-secteur 144).

<sup>4</sup> Y compris, outre les différents bureaux et départements de l'ONU, les entités, organes et organismes subsidiaires ou semi-autonomes tels que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), l'Université des Nations Unies (UNU), les commissions régionales, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) et le Centre CNUCED/GATT du commerce international (CCI).

<sup>5</sup> Soit l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Union postale universelle (UPU), l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Organisation maritime internationale (OMI), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

Tableau 1

Prévisions de dépenses du système des Nations Unies par organisme et par secteur, 1992-1993, toutes sources de financement confondues <sup>a</sup>

(En millions de dollars des Etats-Unis)

Secteur	ONU <sup>b</sup>	UNICEF	PNUD <sup>c</sup>	FNUAP <sup>c</sup>	UNRWA	PAM	OIT	FAO	UNESCO	OACI	OMS	UPU	UIT	OMM	OMI	OMPI	ONUDI	AIEA	Total
I. Organes directeurs <sup>d</sup>	169,5		3,0		46,6		18,9	14,3	34,0	2,2	32,7		4,7	4,1	2,4	1,3	3,7	18,4	355,8
II. Programmes d'activité :																			
010 Affaires politiques	583,8		7,0				3,0											176,8	770,6
020 Questions relatives au développement général	693,0	48,0	658,1				15,1	38,6	36,9								59,2		1 548,9
030 Statistiques générales	161,5	11,0	11,1				15,5	68,3	11,6		6,6						6,2		291,8
040 Ressources naturelles	119,6		174,5			242,0		164,7	47,3					22,1			24,5	12,4	807,1
050 Energie	62,3		48,0					3,3									14,8	34,5	162,9
060 Agriculture, sylviculture et pêche																			
070 Industrie	34,7		294,5			342,0		908,0										55,3	1 634,5
080 Transports	49,9		147,7				4,0	24,8									314,2	14,5	555,1
090 Communications	47,1		135,1			39,0	3,2			181,3					74,8			1,8	482,3
100 Commerce et développement	152,1	7,0	21,2					37,2	76,5			46,6	252,3					5,0	597,9
110 Population	459,9	8,0	58,2				3,0	28,6								34,1			583,8
120 Etablissements humains	70,9		1,7	323,4			20,5	1,6	34,6										537,6
130 Santé	106,3	4,0	101,1			28,0			2,0								14,4		255,8
140 Education		1 106,0	141,5			209,0	4,8	47,4									12,0	91,2	2 805,8
150 Emploi		251,0	73,0			296,0	1,3		215,8										837,1
160 Aide humanitaire et gestion des catastrophes			42,3				497,2										12,7	6,9	568,9
170 Développement social	2 518,6	248,0	84,4		601,3	1 850,0		56,5	1,0		40,6								5 399,7
180 Culture	358,8	124,0	88,5	10,0			84,7	56,0	18,2		7,2						3,1		750,5
190 Science et technique			6,7						82,9							8,2			97,8
200 Environnement	35,3		81,4					19,2	93,3		3,9			118,3		96,0	23,8	118,0	589,2
	370,8	3,0	55,5				4,5	88,4	8,7						5,1		2,7		538,7
Total	5 994,1	1 810,0	2 234,5	333,4	647,9	3 006,0	675,7	1 556,9	662,1	183,5	1 371,6	46,6	257,0	144,5	82,3	139,6	491,3	534,8	20 171,8

(Les notes figurent à la suite du tableau 3.)

Tableau 2

Montant estimatif des ressources du système des Nations Unies par organisme et par secteur, 1992-1993 :  
ONU et principaux organismes de financement <sup>e</sup>

(En millions de dollars des Etats-Unis)

Secteur	ONU <sup>b</sup>			PNUD			FNUAP		
	Budget ordinaire	Ressources extra-budgétaires	Ressources figurant dans les chiffres communiqués par d'autres organismes <sup>f</sup>	Dépenses nettes	Total <sup>g</sup>	Ressources figurant dans les chiffres communiqués par d'autres organismes	Dépenses nettes <sup>g</sup>	Total <sup>g</sup>	Dépenses nettes <sup>g</sup>
I. Organes directeurs <sup>d</sup>	166,6	2,9		169,5	3,0				
II. Programmes d'activité :									
010 Affaires politiques	475,6	108,2		583,8	8,0	(1,0)			
020 Questions relatives au développement général	530,7	162,3		693,0	775,0	(116,9)	658,1		
030 Statistiques générales	98,1	63,4		161,5	23,3	(12,2)	11,1		
040 Ressources naturelles	38,3	81,3		119,6	244,2	(69,7)	174,5		
050 Energie	33,9	28,4		62,3	64,8	(16,8)	48,0		
060 Agriculture, sylviculture et pêche	23,2	11,5		34,7	527,7	(233,2)	294,5		
070 Industrie	36,1	13,8		49,9	261,3	(113,6)	147,7		
080 Transports	40,5	6,6		47,1	214,9	(79,8)	135,1		
090 Communications	143,6	8,5		152,1	47,8	(26,6)	21,2		
100 Commerce et développement	294,3	165,6		459,9	68,4	(10,2)	58,2		
110 Population	36,9	34,0		70,9	4,1	(2,4)	1,7	475,8	323,4
120 Etablissements humains	25,2	81,1		106,3	104,1	(3,0)	101,1	(152,4)	
130 Santé					174,5	(33,0)	141,5		
140 Education					104,7	(31,7)	73,0		
150 Emploi					115,3	(73,0)	42,3		
160 Aide humanitaire et gestion des catastrophes	184,5	2 334,1		2 518,6	86,0	(1,6)	84,4		
170 Développement social	176,1	208,9	(26,2)	358,8	107,3	(18,8)	88,5	15,6	10,0
180 Culture					14,8	(8,1)	6,7		
190 Science et technique	31,3	4,0		35,3	118,6	(37,2)	81,4		
200 Environnement	29,2	348,6	(7,0)	370,8	71,2	(15,7)	55,5		
Total	2 364,1	3 663,2	(33,2)	5 994,1	3 139,0	(904,5)	2 234,5	491,4	333,4

(Les notes figurent à la suite du tableau 3.)

Tableau 3

Prévisions de dépenses du système des Nations Unies par organisme, par source de financement et par secteur, 1992-1993 :  
institutions spécialisées et AIEA<sup>a, h</sup>

(En millions de dollars des Etats-Unis)

Secteur	OIT		FAO		UNESCO		OACI		OMS		UPU		UIT		OMM		OMI		OMPI		ONU/DI		AIEA		
	BO	EB	BO	EB	BO	EB	BO	EB	BO	EB	BO	EB	BO	EB	BO	EB	BO	EB	BO	EB	BO	EB	BO	EB	
I. Organes directeurs <sup>a</sup>	18,9		14,3		34,0		2,2		32,7				4,7		4,1		2,4		1,3		3,7		18,4		
II. Programmes d'activité :																									
010 Affaires politiques	2,9	0,1																				167,8	9,0		
020 Questions relatives au développement général	12,9	2,2	27,2	11,4	26,9	10,0															25,4	33,8			
030 Statistiques générales	13,8	1,7	56,6	11,7	7,6	4,0			6,0	0,6											6,2				
040 Ressources naturelles			40,2	124,5	27,3	20,0									7,2	14,9					0,8	23,7	7,1	5,3	
050 Energie			2,3	1,0																	3,3	11,5	25,2	9,3	
060 Agriculture, sylviculture et pêche			347,1	560,9																			27,9	27,4	
070 Industrie	3,2	0,8	5,8	19,0																			4,0	10,5	
080 Transports	1,6	1,6					92,8	88,5									50,5	24,3			118,9	195,3	1,3	0,5	
090 Communications			24,0	13,2	39,5	37,0						43,1	3,5	190,3	62,0								5,0		
100 Commerce et développement	0,7	2,3	26,3	2,3															34,1						
110 Population	1,4	19,1	1,6	4,6	4,6	30,0																			
120 Etablissements humains						2,0			12,9	64,0											1,7	12,7			
130 Santé	3,3	1,5	38,3	9,1					648,8	545,1											1,4	10,6	49,6	41,6	
140 Education	0,8	0,5			136,8	79,0																			
150 Emploi	292,2	205,0							9,3	0,5											3,7	9,0	3,0	3,9	
160 Aide humanitaire et gestion des catastrophes			40,4	16,1		0,3			14,9	25,7															
170 Développement social	50,8	33,9	24,5	31,5	13,2	5,0			6,4	0,8											1,3	1,8			
180 Culture					52,2	30,7													7,9	0,3					
190 Science et technique			11,0	8,2	65,3	28,0			3,9																
200 Environnement	3,2	1,3	18,9	69,5	7,7	1,0											5,1				87,4	8,6	11,9	53,3	64,7
Total	405,7	270,0	676,9	880,0	415,1	247,0	95,0	88,5	734,9	636,7	43,1	3,5	195,0	62,0	78,3	66,2	52,9	29,4	130,7	8,9	179,3	312,0	362,6	172,2	

(Les notes figurent à la suite du tableau 3.)



---

(Notes relatives aux tableaux 1, 2 et 3)

<sup>a</sup> Les activités dont le financement et l'exécution sont assurés par deux organismes différents sont comptées une seule fois, dans les chiffres de l'organisme d'exécution. Les montants correspondants sont indiqués dans le tableau 2.

<sup>b</sup> Ces chiffres comprennent l'ensemble des ressources de l'ONU, à l'exclusion des ressources extrabudgétaires destinées aux opérations de maintien de la paix (voir plus bas). Ils comprennent donc notamment les montants destinés à la CNUCED, au PNUE, à l'UNITAR, à l'UNU, aux commissions régionales, à Habitat, au HCR et au PNUCID. Ils comprennent également la totalité des ressources du CCI, dont le budget ordinaire est financé à concurrence de 50 % par le GATT.

Les chiffres du tableau comprennent les prévisions de dépenses concernant les opérations de maintien de la paix exécutées au titre du budget ordinaire de l'ONU. En ce qui concerne les opérations de maintien de la paix qui ne relèvent pas du budget ordinaire de l'ONU, on ne dispose, en raison de la nature des opérations considérées, que d'estimations annuelles. Pour 1992, les prévisions de dépenses concernant ces opérations, qui n'apparaissent pas dans les chiffres du tableau, s'élevaient à 1,7 milliard de dollars. Ce montant comprend les dépenses calculées au prorata des montants autorisés pour la période correspondant au dernier mandat lorsque celle-ci s'est terminée avant le 31 décembre 1992. On a également inclus le montant estimatif des dépenses de 1992 de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, qui est entièrement financée à l'aide de contributions volontaires.

<sup>c</sup> En tant qu'organismes de financement, le PNUD et le FNUAP fournissent les ressources consacrées au développement qui figurent dans leur colonne respective à la ligne "Total" du tableau 2. Les dépenses sont effectuées soit par l'intermédiaire d'autres organismes inclus dans le présent rapport, soit directement par le PNUD ou le FNUAP, soit par l'intermédiaire d'autres agents d'exécution (voir plus bas, note <sup>e</sup>).

<sup>d</sup> Ces chiffres représentent ce que coûtent aux organismes concernés les organes responsables de l'orientation de leur politique générale (y compris, le cas échéant, les services de gestion ou d'appui). L'ONU supporte une grande partie de ces dépenses pour les organisations qui lui sont rattachées. Lorsque c'est le cas, les dépenses considérées sont comptabilisées dans les chiffres se rapportant à l'ONU.

<sup>e</sup> Les montants qui figurent à la ligne "Total" des organismes de financement comprennent les ressources qu'ils ont dépensées ou mises à la disposition d'autres organismes des Nations Unies ou d'autres agents d'exécution qui ne figurent pas dans le présent rapport. En ce qui concerne le PNUD, il s'agit notamment des gouvernements responsables de l'exécution des programmes à l'échelle nationale, de la Banque mondiale, du FMI, des banques régionales de développement, de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), du Fonds arabe de développement économique et social (FADES) et d'autres organismes de développement multilatéraux et régionaux.

/...

Les montants indiqués dans les colonnes intitulées "Ressources figurant dans les chiffres communiqués par d'autres organismes" correspondent aux fonds mis à la disposition d'autres organismes inclus dans le présent rapport. Ils sont présentés sous forme de chiffres négatifs afin de ne pas être comptés dans les dépenses nettes des organismes qui fournissent les fonds aux autres.

<sup>f</sup> Ressources fournies par le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (26,2 millions de dollars) et par celui du PNUE (7 millions de dollars) à des organismes inclus dans le présent rapport.

<sup>g</sup> Ces chiffres comprennent les prévisions de dépenses au titre des budgets biennaux du PNUD et du FNUAP (449 millions de dollars et 104 millions de dollars, respectivement).

<sup>h</sup> Dans ce tableau "BO" désigne les ressources du budget ordinaire et "EB" les ressources extrabudgétaires. Compte tenu des chiffres du tableau 2 relatifs à l'ONU, le montant estimatif des dépenses au titre du budget ordinaire représente au total 5 700 400 000 dollars et celui des dépenses extrabudgétaires 6 439 600 000 dollars.

Tableau 4

Programmes du système des Nations Unies par secteur et sous-secteur,  
et prévisions de dépenses correspondantes, 1992-1993

TABLE DES MATIERES

<u>Secteur</u>	<u>Sous-secteur</u>	<u>Page</u>
010 - Affaires politiques		15
	011 Activités politiques et activités relatives à la sécurité	15
	012 Maintien de la paix	16
	013 Désarmement	16
	014 Droit international général	17
	015 Tutelle, décolonisation et apartheid	17
020 - Questions relatives au développement général		19
	021 Stratégies et politiques mondiales, régionales et multisectorielles de développement économique et social	19
	022 Questions et politiques monétaires et financières	21
	023 Planification nationale du développement	21
	024 Administration publique et gestion du secteur public	22
030 - Statistiques générales		23
	031 Statistiques démographiques et sociales	23
	032 Statistiques économiques	24
	033 Autres statistiques	25
040 - Ressources naturelles		26
	041 Gestion et mise en valeur des ressources en eau	26
	042 Planification et amélioration de l'occupation des sols	26
	043 Ressources biologiques	27
	044 Ressources minérales	27
050 - Energie		29
	051 Gestion et conservation de l'énergie	29
	052 Sources d'énergie classiques (pétrole, charbon et gaz)	29
	053 Energie nucléaire	30
	054 Sources d'énergie nouvelles et renouvelables	30

<u>Secteur</u>	<u>Sous-secteur</u>	<u>Page</u>
060 – Agriculture, sylviculture et pêche		31
	061 Politiques et planification	31
	062 Production végétale et protection des cultures	31
	063 Elevage et produits de l'élevage	32
	064 Services d'appui	32
	065 Pêche	33
	066 Sylviculture	33
070 – Industrie		35
	071 Politiques et planification	35
	072 Services d'appui pour le développement industriel	35
	073 Industries manufacturières	36
	074 Industrie des services	37
080 – Transports		38
	081 Politiques et planification	38
	082 Transports routiers	38
	083 Transports ferroviaires	38
	084 Transports fluviaux et maritimes	39
	085 Transports aériens	40
090 – Communications		41
	091 Services postaux	41
	092 Télécommunications	41
	093 Télévision, radio et presse écrite	42
	094 Appui au développement par la communication	42
	095 Infrastructure d'information	42
100 – Commerce et développement		44
	101 Politiques générales des échanges	44
	102 Commerce des produits de base et des produits manufacturés	44
	103 Commerce des services, notamment tourisme	45
	104 Promotion et expansion des échanges, développement de l'exportation	46
110 – Population		48
	111 Politiques démographiques et dynamique de la population	48
	112 Collecte et analyse de données	49
	113 Planification de la famille	49
	114 Education et communications en matière de population	50

<u>Secteur</u>	<u>Sous-secteur</u>	<u>Page</u>
120 - Etablissements humains		52
	121 Etablissements humains	52
	122 Logement	53
	123 Développement urbain	53
130 - Santé		54
	131 Structure des systèmes de santé	54
	132 Promotion de la santé et soins de santé	54
	133 Prophylaxie et lutte contre les maladies	56
140 - Education		57
	141 Politiques et planification de l'éducation	57
	142 Equipement et techniques dans le domaine de l'éducation	57
	143 Systèmes d'enseignement	57
	144 Enseignement non scolaire	58
150 - Emploi		59
	151 Politiques et planification de l'emploi	59
	152 Promotion de l'emploi	59
	153 Renforcement des capacités de gestion, formation technique et professionnelle	60
	154 Conditions d'emploi	60
	155 Relations professionnelles	61
160 - Aide humanitaire et gestion des catastrophes		63
	161 Protection et aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées	63
	162 Prévention des catastrophes et planification préalable	64
	163 Secours d'urgence	65
170 - Développement social		66
	171 Droits de l'homme	66
	172 Intégration et groupes sociaux	66
	173 Promotion de la femme	67
	174 Services sociaux, protection et sécurité sociales	69
	175 Prévention de la criminalité et justice pénale	69
	176 Lutte contre l'abus des drogues	70

<u>Secteur</u>	<u>Sous-secteur</u>	<u>Page</u>
180 - Culture		72
	181 Préservation et développement de la culture	72
	182 Protection des droits d'auteurs et des droits voisins	72
	183 Information et médias	72
190 - Science et technique		73
	191 Sciences naturelles et sciences physiques	73
	192 Sciences sociales et humaines	73
	193 Météorologie	73
	194 Mise au point et transferts des techniques	74
200 - Environnement		77
	201 Politiques, planification, législation	77
	202 Evaluation et suivi	78
	203 Amélioration et gestion de l'environnement	79
	204 Sensibilisation et éducation	80

Tableau 4

Programmes du système des Nations Unies par secteur et sous-secteur,  
et prévisions de dépenses correspondantes, 1992-1993

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 010 – Affaires politiques</u>			
011 Activités politiques et activités relatives à la sécurité	ONU	<p>Maintenir la paix et la sécurité internationales et assurer le règlement pacifique des différends internationaux, notamment : a) en encourageant les Etats directement touchés par un différend ou toute autre situation à rechercher une solution pacifique, conformément à la Charte, et en offrant les bons offices du Secrétaire général; b) en menant des actions de diplomatie préventive; c) en envoyant des représentants, des missions d'enquête et des missions de conciliation et en favorisant tout autre effort de médiation; d) en faisant en sorte que les organes de l'ONU et le Secrétaire général disposent d'un appui technique efficace et d'informations de fond sur les situations d'urgence existantes et potentielles; e) en faisant en sorte que le Secrétaire général dispose de conseils et d'une assistance aussi efficaces que possible.</p> <p>Diffuser des informations sur la situation du peuple palestinien et de propositions visant à un règlement global, juste et durable de la question de Palestine.</p> <p>Promouvoir et renforcer la coopération avec les organisations régionales sur les questions d'intérêt commun.</p> <p>Promouvoir la coopération internationale dans les domaines de l'exploration et des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et adopter les instruments et normes juridiques connexes; encourager les programmes de coopération internationale dans les domaines des sciences et des techniques spatiales et développer les échanges internationaux et la diffusion de l'information dans le domaine de l'espace; mettre les sciences et les techniques spatiales davantage au service des pays en développement.</p> <p>Renforcer les relations avec les organisations non gouvernementales.</p>	52,1
	PNUD	Voir paragraphe 13.	5,4

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
	AIEA	Mettre en place, gérer et appliquer des mesures de sécurité visant à ce que les matières nucléaires soumises aux garanties de l'Agence en vertu de son statut ou de traités internationaux sur la non-prolifération des armes nucléaires ne soient pas utilisées à des fins qui contribueraient à la réalisation d'objectifs militaires.	176,8
Total, sous-secteur 011 (Activités politiques et activités relatives à la sécurité)			234,3
012 Maintien de la paix	ONU	Préparer, mettre en place et diriger les opérations de maintien de la paix décidées par le Conseil de sécurité; envoyer et superviser les missions d'observateurs militaires, les missions de surveillance des trêves et les missions d'observation d'élections créées par le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale; renforcer la capacité des Nations Unies en matière d'opérations de maintien de la paix et fournir des conseils sur les aspects militaires de ces opérations et sur les situations de conflit.	316,1
	PNUD	Voir paragraphe 13.	0,4
Total, sous-secteur 012 (Maintien de la paix)			316,5
013 Désarmement	ONU	Fournir un appui technique efficace lors des délibérations et des négociations sur le désarmement et donner suite aux décisions prises et aux accords conclus; améliorer la compréhension des multiples facteurs en jeu dans le désarmement, grâce aux activités de suivi, d'analyse et d'étude; favoriser une approche unifiée et une action multilatérale en faveur du désarmement et de la limitation des armements. Mieux sensibiliser l'opinion publique à la nécessité de disposer d'informations détaillées, exactes et pertinentes sur les questions de désarmement; coordonner et mettre en oeuvre les activités de la Campagne mondiale pour le désarmement; apporter un soutien aux activités des centres régionaux pour la paix et le désarmement, ainsi qu'aux initiatives régionales dans ce domaine.	38,9
	PNUD	Voir paragraphe 13.	0,9
	OIT	Faire en sorte que les gouvernements adoptent des mesures visant à faciliter l'intégration dans le secteur productif de la main-d'oeuvre libérée par suite du désarmement et de la démobilisation.	0,4
Total, sous-secteur 013 (Désarmement)			40,2



			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
014 Droit international général	ONU	Assurer une assistance efficace au Secrétariat, aux gouvernements et aux experts en mission sur les questions politiques, humanitaires, économiques, sociales et administratives et sur les questions relatives au maintien de la paix ; assurer le respect des privilèges et immunités de l'Organisation et veiller à ce que les affaires de l'Organisation soient conduites de la manière qui convient et à ce que ses droits soient protégés le mieux possible; poursuivre le développement et la codification du droit international et harmoniser et unifier le droit commercial international; exécuter les fonctions de dépositaire confiées au Secrétaire général concernant les traités multilatéraux; appuyer les travaux de la Cour internationale de Justice.	121,7
		Appliquer de manière uniforme et cohérente la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et assurer des échanges d'informations et une coopération dans ce domaine à l'intérieur du système des Nations Unies; faire en sorte que les Etats Membres se dotent d'une politique de la mer et adoptent des stratégies de gestion intégrées en vue d'une exploitation optimale des ressources côtières et marines, compte dûment tenu des considérations écologiques (dans le cadre du nouveau régime juridique général des océans); assurer le fonctionnement de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer; promouvoir des instruments juridiques internationaux dans le domaine de l'environnement.	
	PNUD	Voir paragraphe 13.	0,3
Total, sous-secteur 014 (Droit international général)			122,0
015 Tutelle, décolonisation et apartheid	ONU	Réaliser l'objectif du régime de tutelle s'agissant du territoire sous tutelle des Iles du Pacifique; faire progresser le processus de décolonisation des 18 territoires non autonomes restants; diffuser des informations sur la décolonisation; faire en sorte que les institutions associées à l'Organisation des Nations Unies fournissent une assistance matérielle aux peuples coloniaux et à leurs mouvements de libération; assurer une assistance électorale comme moyen de favoriser le rétablissement de la paix, promouvoir les droits de l'homme et fournir une assistance au développement.	55,0
		Suivre et analyser la situation en Afrique du Sud, y compris a) la suite donnée par la communauté internationale aux mesures arrêtées pour exercer la pression voulue, accélérer l'élimination de l'apartheid et maintenir et élargir le consensus international sur la question et b) l'imposition et l'application des sanctions et autres mesures restrictives et leur incidence sur l'apartheid; mobiliser une action	

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
		internationale contre l'apartheid; prêter assistance aux victimes de l'apartheid; renforcer les mesures visant à favoriser un règlement négocié du conflit en Afrique du Sud.	
	OIT	Eliminer l'apartheid en Afrique du Sud et ses effets sur les pays voisins, dans les domaines relevant du mandat de l'OIT.	2,6
Total, sous-secteur 015 (Tutelle, décolonisation et apartheid)			57,6
Total, secteur 010 (Affaires politiques)			770,6

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 020 – Questions relatives au développement général</u>			
021	Stratégies et politiques mondiales, régionales et multisectorielles de développement économique et social	ONU	597,9
<p>Offrir un cadre général aux activités de l'Organisation et assurer leur cohérence, dans le cadre de la Déclaration de l'Assemblée générale sur la coopération économique internationale et de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement et procéder périodiquement à l'évaluation et à l'examen des engagements pris et des politiques arrêtées; prendre les mesures voulues pour faire face aux problèmes économiques, sociaux et humanitaires urgents et définir les domaines devant faire l'objet d'une coopération internationale; réduire la pauvreté, en particulier là où elle est la plus extrême et formuler des politiques et programmes nationaux et internationaux dans ce domaine; évaluer les tendances et problèmes économiques et sociaux actuels, aux niveaux mondial et régional, les liens qui existent entre eux et leurs incidences du point de vue de l'action internationale et nationale et formuler des possibilités d'action et des recommandations adaptées.</p> <p>Favoriser la diversification de la structure économique des pays en développement (en particulier les pays les moins avancés et les pays sans littoral) et renforcer leur capacité de résoudre leurs problèmes particuliers; susciter un consensus international sur les actions visant au renforcement de l'interdépendance mondiale et à la réduction des déséquilibres au sein de l'économie mondiale, au profit de tous les pays et en particulier des pays en développement; accroître l'efficacité des activités économiques.</p> <p>Assurer une allocation plus rationnelle des ressources et favoriser le dynamisme et la compétitivité au moyen de la restructuration ou de la privatisation d'entreprises et/ou de secteurs économiques; définir des lignes directrices en matière de privatisation; favoriser le développement du secteur privé, accroître la concurrence et, le cas échéant, augmenter l'efficacité et l'efficacité des entreprises publiques en leur appliquant les principes de l'économie de marché.</p> <p>Elaborer un code de conduite, ainsi que des normes et des directives internationales concernant les sociétés transnationales et établir des rapports mutuellement bénéfiques entre ces sociétés et les pays en développement; renforcer la coopération intergouvernementale en matière d'investissements étrangers directs et s'agissant des activités des sociétés transnationales et accroître la capacité de négociation des pays en développement face à ces sociétés.</p>			

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
		Mettre au point un cadre d'intégration à l'appui de politiques visant au renforcement mutuel de la croissance et du développement économiques et de la protection de l'environnement.		
	UNICEF	Réaliser les objectifs du Sommet mondial pour les enfants dans le cadre du développement humain et de la lutte contre la pauvreté.	20,0	
	PNUD	Voir paragraphe 13.	419,0	
	OIT	Mettre au point, dans le cadre du mandat général de l'OIT, des politiques de développement économique et social adaptées.	11,4	
	FAO	Suivre la situation alimentaire et agricole, au niveau mondial et au niveau régional, et faire régulièrement rapport sur la question; mieux faire comprendre les perspectives mondiales en matière d'alimentation et d'agriculture et notamment les incidences des stratégies mondiales.	9,8	
	UNESCO	Elaborer des stratégies et des politiques de développement internationales, régionales et nationales, en mettant plus particulièrement l'accent sur les dimensions culturelles et écologiques du développement, la mise en valeur des ressources humaines, les études prospectives et les besoins des pays en développement les moins avancés; formuler des programmes et des projets de développement sectoriels et multisectoriels et mobiliser des sources de financement extérieures en vue de leur exécution; renforcer les activités relatives aux femmes.	36,9	
	ONUDI	Suivre et évaluer les stratégies, politiques et tendances actuelles dans le domaine économique et en matière d'industrialisation et de développement social, au niveau mondial, et analyser et étudier du point de vue économique les perspectives et les problèmes du développement industriel dans les pays en développement.	15,0	
		Créer une base en vue de la programmation de la coopération industrielle internationale et en vue de la formulation de politiques nationales, au moyen d'analyses des politiques et des structures industrielles au niveau des pays et des régions.		
Total, sous-secteur 021 (Stratégies et politiques mondiales, régionales et multisectorielles de développement économique et social)			1 110,0	
022	Questions et politiques monétaires et financières	ONU	Renforcer la coopération financière internationale en faveur du développement et favoriser les mesures de mobilisation des ressources intérieures; encourager les pays exportateurs de capitaux et les institutions multilatérales à	5,2

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
		appliquer des politiques favorables à l'investissement étranger direct et autres moyens de financement du développement non créateurs de dettes; améliorer la compréhension de la nature et de l'étendue des problèmes d'endettement auxquels sont confrontés les pays en développement et mobiliser une coopération internationale efficace pour y faire face; créer des institutions monétaires et financières sous-régionales et régionales, concevoir et appliquer des stratégies de gestion de la dette plus efficaces et renforcer les moyens et les cadres d'action des Etats Membres en matière de gestion de la dette extérieure.	
		Assurer une coopération monétaire et financière méthodique et efficace aux niveaux sous-régional et régional et renforcer les mécanismes institutionnels de coopération, de consultation et d'échange d'informations sur l'investissement et le financement du développement; étudier et mettre en place de nouveaux mécanismes en vue d'augmenter l'investissement et les flux financiers, notamment aux fins de la protection et de la mise en valeur de l'environnement.	
	PNUD	Voir paragraphe 13.	10,3
	ONUDI	Augmenter la production industrielle dans les pays en développement (la priorité étant donné aux petites et moyennes entreprises privées) au moyen de services consultatifs et d'une assistance technique visant à : a) créer dans ces pays un climat favorable à l'investissement privé, national et étranger; b) encourager les investisseurs à placer leurs capitaux dans les pays en développement; c) faciliter la réalisation de projets d'investissements spécifiques en procédant à des études de faisabilité et de préfaisabilité; et d) accroître les capacités nationales dans ces différents domaines.	44,2
Total, sous-secteur 022 (Questions et politiques monétaires et financières)			59,7
023	Planification nationale du développement	ONU	Renforcer la capacité technique et institutionnelle des pays en développement d'élaborer et d'appliquer des politiques et des plans intégrés visant à accélérer et à favoriser leur développement économique et social.
			17,5
		Evaluer les tendances économiques globales de différentes régions et l'efficacité des stratégies de développement en place et mettre au point des méthodes et des techniques propres à améliorer ces stratégies et à faciliter la mise en oeuvre d'approches intersectorielles et multidisciplinaires en matière de coopération technique.	
	PNUD	Voir paragraphe 13.	43,1

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
	UNICEF	Renforcer la mise au point et l'application de programmes d'action nationaux visant à améliorer la situation des femmes et des enfants, dans le cadre de la planification nationale du développement.	28,0	
	FAO	Renforcer la planification nationale, y compris l'élaboration de plans au niveau des sous-secteurs et la décentralisation de la planification; améliorer la compréhension des facteurs faisant obstacle aux politiques et aux plans de développement agricole, ainsi que des flux de ressources dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture.	28,8	
Total, sous-secteur 023 (Planification nationale du développement)			117,4	
024	Administration publique et gestion du secteur public	ONU	Accroître la capacité des pays en développement de définir le rôle et les priorités de la gestion du secteur public (y compris les entreprises publiques) et renforcer leur capacité de formuler des politiques, de mettre au point des systèmes d'évaluation au sein de l'administration et de promouvoir la décentralisation, l'autonomie locale et la participation des citoyens aux affaires publiques; améliorer les instruments et le processus de contrôle budgétaire et de gestion des finances publiques dans les pays en développement; faire en sorte que les entrepreneurs autochtones occupent une plus grande place dans le secteur privé et dans le secteur public et évaluer les efforts nationaux et régionaux en matière de mobilisation de ressources, de politique d'ajustement et de privatisation.	72,4
		PNUD	Voir paragraphe 13.	185,7
		OIT	Créer des services publics efficaces dans le domaine du travail.	3,7
Total, sous-secteur 024 (Administration publique et gestion du secteur public)			261,8	
Total, secteur 020 (Questions relatives au développement général)			1 548,9	

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 030 – Statistiques générales</u>			
031 Statistiques démographiques et sociales	ONU	Créer et/ou développer dans les pays une infrastructure durable pour la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion de statistiques démographiques et sociales intégrées; recueillir des données statistiques permettant d'élaborer les programmes appropriés de développement et d'évaluation dans les domaines démographique et social; améliorer les statistiques démographiques et sociales portant sur des groupes de population donnés, comme les femmes, les enfants, les handicapés et les personnes âgées; renforcer les capacités de recensement et d'enquête des Etats Membres et faciliter la collecte et l'analyse des données démographiques et sociales disponibles; mieux harmoniser et regrouper les statistiques démographiques et sociales aux niveaux régional, national et international.	63,8
	UNICEF	Améliorer les indicateurs nationaux et les méthodes de suivi du développement des ressources humaines, et en particulier des progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs des programmes d'action nationaux.	11,0
	OIT	Elaborer et appliquer des normes internationales en matière de statistiques du travail, et renforcer les capacités des Etats Membres d'établir des statistiques du travail utiles, fiables et comparables.	15,5
	UNESCO	Renforcer les infrastructures nationales dans le domaine statistique et améliorer les méthodes de collecte et d'analyse des données; rassembler, analyser et diffuser des données statistiques actualisées dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication.	11,6
	OMS	Renforcer les capacités des pays dans le domaine de l'information sanitaire. Suivre et évaluer la stratégie de la "santé pour tous"; évaluer l'état actuel de la santé dans le monde et les projections en la matière; améliorer les services et les méthodes épidémiologiques et statistiques.	6,6
Total, sous-secteur 031 (Statistiques démographiques et sociales)			108,5

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
032 Statistiques économiques	ONU	Mettre au point et diffuser des concepts, définitions, classifications et méthodes de collecte des données harmonisés au plan international afin de rassembler et de publier des statistiques économiques aux niveaux national et international; améliorer la fiabilité, la mise à jour, la portée, le champ d'application et la comparabilité des statistiques économiques, et achever et diffuser notamment le Système révisé de comptabilité nationale (SNA) et autres manuels connexes; examiner et, le cas échéant, réviser la classification centrale provisoire des produits; élaborer de nouveaux rapports et recommandations ou en réviser les versions existantes s'agissant des statistiques industrielles, énergétiques et commerciales.	96,9
		Elaborer, recueillir, normaliser, rassembler, évaluer et diffuser des statistiques et des indicateurs sur la comptabilité nationale, l'industrie, les services, l'énergie, le commerce international, les transports et les prix (y compris des données détaillées et comparables sur les parités de pouvoir d'achat et les indicateurs du produit réel).	
		Mieux exploiter les techniques informatiques modernes dans le secteur public afin de renforcer les capacités de planification et de gestion du développement économique aux niveaux central et sous-national. Adapter à la situation des pays en transition les recommandations en matière de normes statistiques existant au plan international.	
		Améliorer les moyens statistiques des pays en développement grâce à la fourniture de services consultatifs, à l'octroi de bourses, de fournitures et de matériel, à des activités de formation à la statistique, et à l'élaboration de documents et de directives méthodologiques.	
	FAO	Recueillir et diffuser des statistiques mondiales sur l'alimentation et l'agriculture, y compris sur la pêche et la sylviculture; améliorer les systèmes nationaux de statistique dans ces domaines et renforcer la coopération et l'harmonisation entre les pays.	68,3
	ONUDI	Mettre au point des statistiques sur l'industrie et le monde des affaires; faire des analyses technico-économiques du secteur industriel; améliorer les applications strictement industrielles comme le contrôle statistique de processus dans le secteur manufacturier.	6,2
Total, sous-secteur 032 (Statistiques économiques)			171,4
033 Autres statistiques	ONU	Elaborer des méthodes permettant d'accélérer la prise en compte des statistiques sur l'environnement et les ressources naturelles dans les politiques nationales; inclure	0,8



Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
		les statistiques sur l'environnement dans les activités courantes de collecte des données; mettre en place et renforcer les moyens de recenser, recueillir, traiter, analyser et exploiter les données relatives à l'environnement requises pour l'élaboration des plans et des politiques de développement (en apportant une assistance aux Etats Membres et aux groupes régionaux).	
Total, sous-secteur 033 (Autres statistiques)			0,8
	PNUD	Voir paragraphe 13.	11,1
Total, secteur 030 (Statistiques générales)			291,8

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 040 – Ressources naturelles</u>			
041 Gestion et mise en valeur des ressources en eau	ONU	Améliorer les capacités nationales de prospection et d'exploitation des eaux superficielles et souterraines et développer la coopération régionale et sous-régionale pour l'utilisation des ressources en eau partagées; assurer la mise en valeur concertée, la gestion intégrée et l'utilisation rationnelle des ressources en eau et mieux prendre en compte les relations existant entre la pénurie d'eau, d'une part, et la démographie, l'urbanisation et le développement durable, d'autre part.	35,9
	FAO	Utiliser efficacement et durablement les ressources en eau dans le domaine agricole; évaluer le potentiel des ressources en eau; renforcer le développement et la gestion de l'irrigation; maîtriser les risques d'ordre sanitaire.	49,6
	UNESCO	Instaurer une coopération régionale et créer les capacités nationales permettant l'étude et la gestion des ressources en eau.	22,2
	OMM	Evaluer et prédire la quantité et la qualité des ressources en eau afin de faire face aux besoins de tous les secteurs de la société, d'atténuer les effets des dangers liés à l'eau et de préserver ou d'améliorer l'environnement mondial; développer et coordonner les services hydrologiques nationaux, améliorer la compréhension des phénomènes hydrologiques; appuyer les activités régionales en matière d'hydrologie et les activités intergouvernementales qui s'y rattachent.	22,1
	AIEA	Mettre au point des techniques nucléaires efficaces en matière d'hydrologie et pour la surveillance de l'évolution de l'environnement et fournir des services aux programmes nationaux et internationaux pour les travaux d'analyse et d'interétalonnage; étudier l'utilisation de réacteurs nucléaires pour le dessalement de l'eau de mer.	12,4
Total, sous-secteur 041 (Gestion et mise en valeur des ressources en eau)			142,2
042 Planification et amélioration de l'occupation des sols	ONU	Donner aux gouvernements des pays en développement davantage de moyens d'utiliser les techniques les plus récentes de cartographie et de télédétection et renforcer ou mettre en place des services cartographiques, cadastraux et hydrographiques.	35,1
	PAM	Mettre en valeur et bonifier les terres, notamment par la mise en culture, l'irrigation, le drainage, la régularisation des eaux et la conservation des sols.	242,0

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
	FAO	Remédier à l'épuisement des nutriments dans les sols et préserver les ressources foncières; mieux évaluer la capacité de charge des terres disponibles, améliorer la conservation des terres, les méthodes de mise en culture des sols et les politiques en matière d'engrais.	92,1
	UNESCO	Améliorer les connaissances scientifiques pour l'emploi de modes d'exploitation des sols durables dans les régions tropicales humides et subhumides; renforcer les moyens scientifiques dont disposent les Etats Membres pour améliorer la gestion des régions arides.	2,0
Total, sous-secteur 042 (Planification et amélioration de l'occupation des sols)			371,2
043 Ressources biologiques	ONU	Renforcer les capacités nationales et régionales de conservation des ressources génétiques microbiennes et mettre au point et appliquer des techniques microbiennes écologiquement rationnelles.	7,2
	FAO	Préserver la diversité biologique par une meilleure gestion et utilisation des ressources phytogénétiques; conserver les ressources zoogénétiques et protéger les espèces primitives en voie d'extinction; compléter les méthodes <u>ex situ</u> de conservation des ressources génétiques forestières par des opérations <u>in situ</u> .	23,0
	UNESCO	Préserver la diversité biologique et le patrimoine naturel et consolider le réseau international de réserve de la biosphère.	15,2
	ONUDI	Améliorer l'utilisation et la conservation des ressources biologiques en exécutant le programme du Centre international de génie génétique et de biotechnologie de Trieste et de New Delhi.	24,5
Total, sous-secteur 043 (Ressources biologiques)			69,9
044 Ressources minérales	ONU	Aider les pays en développement à renforcer leurs capacités d'exploration, de mise en valeur et de gestion rationnelle de leurs ressources minérales et promouvoir l'intégration verticale de la production minière, métallurgique et industrielle; améliorer la coopération régionale et sous-régionale dans le domaine de l'exploitation des ressources minérales et des minéraux non métalliques.	41,4

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
	UNESCO	Promouvoir l'exploitation écologiquement rationnelle des ressources minérales, notamment par l'élaboration et la publication de cartes <sup>a</sup> .	7,9
Total, sous-secteur 044 (Ressources minérales)			49,3
	PNUD	Voir paragraphe 13.	174,5
Total, secteur 040 (Ressources naturelles)			807,1

<sup>a</sup> Certaines de ces activités concernent également les catastrophes naturelles (sous-secteur 162).

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
<u>Secteur 050 – Energie</u>				
051	Gestion et conservation de l'énergie	ONU	Améliorer les capacités nationales d'exploitation, d'évaluation et de gestion efficace des ressources énergétiques et promouvoir des programmes de coopération multinationaux et régionaux; établir et perfectionner des définitions acceptables au plan international; aider les Etats Membres à concevoir et à appliquer des plans et des politiques énergétiques.	28,0
		FAO	Aider les gouvernements à mieux évaluer les besoins en intrants énergétiques dans les domaines de la production agricole et de la planification énergétique rurale.	0,9
Total, sous-secteur 051 (Gestion et conservation de l'énergie)			28,9	
052	Sources d'énergie classiques (pétrole, charbon et gaz)	ONU	Améliorer les moyens dont disposent les pays pour déterminer et évaluer leurs ressources énergétiques potentielles et formuler des recommandations générales sur les politiques à appliquer en vue de l'utilisation rationnelle du charbon, du gaz et de l'électricité.	21,8
		ONUDI	Renforcer et améliorer la diversification et la conservation des sources énergétiques dans les pays en développement, résoudre les problèmes particuliers que posent la conception, l'exploitation, la maintenance et la remise en état des centrales énergétiques; améliorer la sélection, l'adaptation et l'application des techniques et des procédés; perfectionner les méthodes de conception dans le domaine de l'ingénierie de procédés et encourager l'adoption de techniques rentables sur le plan énergétique, écologiquement rationnelles et non polluantes par les entreprises consommatrices (dans le cadre de projets de coopération technique).	8,8
Total, sous-secteur 052 [Sources d'énergie classiques (pétrole, charbon et gaz)]			30,6	

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
053 Energie nucléaire	AIEA	Fournir une assistance en matière d'énergie et de production électrique, ainsi que pour la planification et l'exécution des projets d'utilisation de l'énergie nucléaire et l'amélioration du rendement des centrales nucléaires; perfectionner les techniques des réacteurs nucléaires et des systèmes modernes de réacteur, notamment ceux qui font appel à la fusion nucléaire; publier des informations sur les ressources mondiales en combustible nucléaire et fournir une assistance aux activités d'extraction et de traitement de l'uranium; fournir des renseignements sur la conversion, l'enrichissement et l'utilisation de matières nucléaires ainsi que sur la gestion des combustibles usés.	34,5
Total, sous-secteur 053 (Energie nucléaire)			34,5
054 Sources d'énergie nouvelles et renouvelables	ONU	Exécuter le Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables, et renforcer la coopération internationale et régionale pour la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables.	12,5
	FAO	Intensifier la coopération et les échanges internationaux en vue de l'amélioration des techniques énergétiques rurales.	2,4
	ONUDI	Identifier et promouvoir des technologies plus propres, plus sûres, économes d'énergie et rentables, et formuler des programmes pilotes de démonstration et de commercialisation de technologies de conception locale, notamment celles qui font appel à des sources d'énergie non classiques; promouvoir et faire appliquer des techniques d'utilisation de formes d'énergie renouvelables et remplacer les combustibles primaires par des combustibles de récupération dans les processus industriels qui s'y prêtent.	6,0
Total, sous-secteur 054 (Sources d'énergie nouvelles et renouvelables)			20,9
	PNUD	Voir paragraphe 13.	48,0
Total, secteur 050 (Energie)			162,9

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 060 – Agriculture, sylviculture et pêche</u>			
061 Politiques et planification	ONU	Appuyer les Etats Membres dans la formulation et l'exécution de politiques et de stratégies en vue de l'autosuffisance alimentaire et renforcer la coopération régionale et interrégionale concernant les principaux moyens de production agricole; aider les Etats Membres à orienter leur politique économique et sociale vers un meilleur équilibre entre les zones rurales et urbaines et consolider les capacités nationales en matière d'analyse des politiques agricoles, de planification agricole, d'analyse de projets, de conservation des ressources, de gestion des exploitations et de marketing agricole.	22,6
	FAO	Formuler de meilleurs plans de développement et politiques agricoles nationaux; améliorer la compréhension des contraintes socio-économiques et techniques qui pèsent sur les systèmes d'exploitation existants; mobiliser des ressources en faveur des investissements dans le développement agricole et rural; améliorer les politiques et programmes nationaux dans le domaine de la pêche; renforcer les capacités nationales d'élaboration de projets d'investissement.	156,1
Total, sous-secteur 061 (Politiques et planification)			178,7
062 Production végétale et protection des cultures	ONU	Généraliser les méthodes de culture intégrée et renforcer les moyens dont disposent les pays en développement pour améliorer les rendements.	2,4
	PNUD	Voir paragraphe 13.	58,4
	PAM	Promouvoir la colonisation rurale et les réformes agraires ainsi que l'augmentation et la diversification des cultures.	121,3
	FAO	Définir des modes de production durables dans diverses conditions agro-écologiques et socio-économiques; évaluer et promouvoir des techniques viables, notamment des biotechnologies; encourager les techniques modernes de production de semences; mettre au point et promouvoir des programmes intégrés de lutte contre les ravageurs; appliquer la Convention internationale sur la protection des végétaux; surveiller les insectes migrants; appliquer plus rigoureusement le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides.	189,9

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
	AIEA	Utiliser les techniques nucléaires pour améliorer les cultures, réduire les pertes et protéger l'environnement.	38,2
Total, sous-secteur 062 (Production végétale et protection des cultures)			410,2
063 Elevage et produits de l'élevage	ONU	Mieux protéger les animaux d'élevage et renforcer les moyens dont disposent les pays en développement pour améliorer la productivité de l'élevage.	1,0
	PNUD	Voir paragraphe 13.	17,6
	PAM	Développer les productions animales, notamment grâce à la gestion des terres de parcours et aux projets intéressant la culture de fourrage et le traitement du lait.	55,1
	FAO	Adopter des modes d'alimentation des animaux de meilleure qualité et durables, notamment les pâturages; mettre en place au niveau national des services vétérinaires et de lutte contre les maladies plus efficaces; améliorer les races locales; promouvoir des modes intégrés de production animale; mettre en place des installations de traitement des productions animales, notamment des produits laitiers et de la viande.	133,0
	AIEA	Optimiser la productivité de l'élevage de ruminants, au moyen de techniques nucléaires, en appliquant des méthodes de gestion fondées sur l'amélioration de la nutrition, de la reproduction et de la lutte contre les maladies.	17,1
Total, sous-secteur 063 (Elevage et produits de l'élevage)			223,8
064 Services d'appui	ONU	Renforcer les institutions dans le domaine des services de promotion industrielle, des moyens de production agricole, du crédit et du marketing.	5,2
	PNUD	Voir paragraphe 13.	180,9
	PAM	Améliorer les réserves alimentaires nationales; mettre en oeuvre des projets de restructuration du marché et de stabilisation des prix des céréales.	14,6
	FAO	Renforcer les capacités nationales de recherche dans les pays en développement; mettre au point des programmes d'éducation et appuyer les services de promotion agricole; résoudre les problèmes agraires les plus urgents, en particulier par l'amélioration des régimes fonciers et la mise en place de mécanismes institutionnels efficaces dans les zones rurales; améliorer la fourniture de moyens de production agricole, en particulier pour les petits exploitants; multiplier les possibilités d'emplois en marge des	195,2



			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
		exploitations agricoles pour les ruraux les plus démunis; adopter des modes appropriés de commercialisation des produits alimentaires et de financement rural.	
Total, sous-secteur 064 (Services d'appui)			395,9
065 Pêche	PNUD	Voir paragraphe 13.	10,5
	PAM	Moderniser les communautés de pêcheurs les plus démunies ou artisanales et renforcer les moyens dont elles sont dotées.	2,5
	FAO	Diffuser des informations sur les sciences aquatiques; évaluer les ressources halieutiques exploitables; accélérer le développement de l'aquiculture et de la pisciculture en eau douce; améliorer les méthodes de gestion et de conservation des ressources halieutiques; soutenir la pêche artisanale et améliorer les conditions de vie des communautés rurales de pêcheurs; faire davantage appel aux produits halieutiques pour atténuer les problèmes nutritionnels; encourager le commerce international des produits halieutiques et une plus grande participation des pays en développement à ces échanges; renforcer la coopération internationale en matière de recherche, de mise en valeur et de gestion des pêcheries, notamment en haute mer.	107,2
Total, sous-secteur 065 (Pêche)			120,2
066 Sylviculture	ONU	Renforcer les capacités nationales de protection de tous les écosystèmes forestiers, en mettant tout particulièrement l'accent sur la gestion durable des forêts tropicales et des écosystèmes des régions boisées et sur la protection de leur diversité génétique.	3,5
	PNUD	Voir paragraphe 13.	27,1
	PAM	Promouvoir les projets sylvicoles, notamment le boisement, le reboisement et la gestion des aires d'alimentation en eau et autres activités connexes de conservation des sols.	148,5
	FAO	Surveiller les ressources forestières mondiales et diffuser des informations connexes; appuyer les plantations sur terrain libre et améliorer les systèmes d'agroforesterie; améliorer les activités d'exploitation des forêts; promouvoir les produits forestiers non ligneux; améliorer la compréhension des perspectives et des besoins des ruraux en matière de sylviculture; mieux répartir parmi les populations locales les avantages tirés des forêts; renforcer la base institutionnelle des activités sylvicoles et améliorer les techniques de protection des forêts.	126,6

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
Total, sous-secteur 066 (Sylviculture)			305,7
Total, secteur 060 (Agriculture, sylviculture et pêche)			1 634,5

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 070 – Industrie</u>			
071	Politiques et planification	ONU	Développement et promotion des capacités des Etats Membres à formuler des politiques, plans et stratégies industriels; création et renforcement d'institutions sous-régionales et régionales de développement industriel.
			45,8
			Accroissement de la coopération dans certains secteurs industriels pour la mise en place de structures et l'adoption de mesures destinées à améliorer la compétitivité de productions industrielles locales sur le plan international; promotion et renforcement de modes de coopération entre les gouvernements et le secteur industriel et élaboration de politiques industrielles, scientifiques et technologiques.
		OIT	Faire mieux comprendre, grâce à un programme de rencontres, les différents aspects de l'emploi dans une trentaine d'industries.
			4,0
		ONUDI	Aide à la restructuration des industries des pays en développement au moyen de services consultatifs, notamment de recommandations sur l'approche à adopter en matière de planification et de politique générale, les mesures structurelles et organisationnelles à appliquer dans l'ensemble de l'industrie, la programmation et les orientations des sous-secteurs de l'industrie et les mesures de soutien à des branches spécifiques de l'industrie (telles que la petite industrie).
			30,7
			Recensement des principales contraintes pesant sur le développement industriel des pays en développement; formulation et coordination de politiques visant à les surmonter; identification des possibilités de promotion de l'investissement, de transfert, et mise au point de techniques et d'assistance technique; lancement et promotion de programmes et projets orientés vers l'action dans divers secteurs industriels; élaboration de stratégies destinées à développer des sous-secteurs spécifiques (sur la base de consultations régionales et internationales).
Total, sous-secteur 071 (Politiques et planification)			80,5
072	Services d'appui pour le développement industriel	PNUD	Voir paragraphe 13.
			117,1

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
	ONUDI	Etablissement et renforcement de services d'appui, d'institutions et de fonctions de l'administration publique intéressant toute l'industrie, et concernant notamment la planification et la législation industrielle, la formation, les services consultatifs techniques et de gestion, le contrôle de la qualité, la normalisation, l'information industrielle, l'application des techniques industrielles, la réalisation d'études de préinvestissement.	114,8
Total, sous-secteur 072 (Services d'appui pour le développement industriel)			231,9
073 Industries manufacturières	ONU	Renforcement des capacités techniques et des possibilités de lancement d'entreprises, surtout pour les petites industries; réformes institutionnelles et renforcement des éléments d'infrastructure nécessaires au développement industriel et technique des petites et moyennes entreprises.	4,1
	PNUD	Voir paragraphe 13.	29,6
	FAO	Renforcement des petites agro-industries et petites industries alimentaires; accroissement des échanges de données d'expérience sur les techniques traditionnelles de traitement des produits alimentaires; application des biotechniques au traitement artisanal local des produits agricoles; création d'industries à base forestière, y compris de produits autres que le bois.	24,8
	ONUDI	Développement et transfert de techniques de fabrication industrielle, dans toutes les industries, en insistant particulièrement sur les techniques propres et l'économie d'énergie dans la conception de l'équipement mécanique, électrique, électronique, énergétique et celui touchant à l'environnement; établissement et renforcement d'institutions de recherche-développement connexes; utilisation accrue de la capacité industrielle; solution de problèmes, formation en cours d'emploi du personnel technique; marketing et commercialisation.	168,7
	AIEA	Aider les pays membres en développement à appliquer à leur industrie les méthodes nucléaires et les techniques d'irradiation.	14,5
Total, sous-secteur 073 (Industries manufacturières)			241,7

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
074 Industries des services	PNUD	Voir paragraphe 13.	1,0
Total, sous-secteur 074 (Industries des services)			1,0
Total, secteur 070 (Industrie)			555,1

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 080 – Transports</u>			
081 Politiques et planification	ONU	Amélioration de la planification des installations de transport et de communications des Etats Membres et formulation élaborée de politiques intégrées de transport, notamment pour ce qui est des réseaux régionaux de transport et des opérations multimodales; facilitation de la circulation et des communications interrégionales et intrarégionales, par l'harmonisation des règles et règlements applicables; identification des innovations et des tendances naissantes en ce qui concerne les marchés, services, techniques et accords internationaux de transport; réalisation des objectifs de la Décennie du transport et des communications en Asie et dans le Pacifique; meilleure compréhension, grâce à la recherche fondamentale, des tendances dans les industries de transport et de communications en Afrique.	21,4
	PNUD	Voir paragraphe 13.	48,0
	AIEA	Tenue à jour des règlements de l'Agence concernant le transport des substances radioactives et assistance pour leur bonne application.	1,8
Total, sous-secteur 081 (Politiques et planification)			71,2
082 Transports routiers	ONU	Renforcement de la coopération multinationale en matière de transport, notamment pour faciliter la circulation d'un pays à l'autre; mise à jour des instruments internationaux et élaboration d'instruments nouveaux portant sur les documents techniques, douaniers et autres pièces et règles administratives concernant les transports routiers.	5,2
	PNUD	Voir paragraphe 13. Le montant indiqué recouvre également les activités du sous-secteur 083 (Transports ferroviaires).	32,4
	PAM	Remise en état et développement de l'infrastructure des transports, notamment dans les zones rurales, pour faciliter l'accès aux marchés.	39,0
Total, sous-secteur 082 (Transports routiers)			76,6
083 Transports ferroviaires	ONU	Renforcement de la coopération multinationale en matière de transport, notamment pour faciliter la circulation d'un pays à l'autre; mise à jour des instruments internationaux et élaboration d'instruments nouveaux portant sur les documents techniques, douaniers et autres pièces et règles administratives concernant les transports ferroviaires.	3,4

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
	PNUD	Le montant estimatif des dépenses au titre de ce sous-secteur a été inclus sous le sous-secteur 082 (Transports routiers).	
Total, sous-secteur 083 (Transports ferroviaires)			3,4
084 Transports fluviaux et maritimes	ONU	Renforcement de la coopération entre pays en développement dans le domaine des transports maritimes et multimodaux; élaboration de règles, instruments et accords internationaux sur les questions juridiques touchant les aspects économiques et commerciaux de cette catégorie de transports; harmonisation du cadre juridique des opérations de transport maritime, des opérations portuaires et des transports multimodaux; développement de transports maritimes concurrentiels dans les pays en développement; développement et amélioration des services portuaires; promotion d'une gestion efficace du transport multimodal; diffusion du contenu des lois et règlements relatifs aux transports maritimes, aux ports et aux transports multimodaux.	17,1
	PNUD	Voir paragraphe 13.	11,9
	OIT	Promotion du progrès économique et social des travailleurs des industries maritimes et amélioration de leurs conditions de vie et de travail.	3,2
	OMI	Mise au point d'un cadre réglementaire international visant la sécurité maritime, l'efficacité de la navigation, la lutte contre la pollution des mers par les navires ainsi que les questions administratives et juridiques connexes : notamment élaboration de normes destinées à faciliter le trafic maritime international, établissement de règlements et codes du transport en mer applicables à tous les types de cargaison, y compris les marchandises dangereuses, de mesures propres à assurer la protection des passagers et des équipages à bord des navires et en mer et à prévenir les actes illicites portant atteinte à la sécurité de la navigation maritime; réglementation de la navigation maritime pour en réduire au minimum l'impact sur l'environnement marin, et notamment établissement de normes de construction, d'armement et d'exploitation des navires; établissement d'un cadre juridique permettant une action internationale concertée dans l'éventualité d'un accident majeur de pollution par les hydrocarbures; élaboration de conventions régissant la responsabilité et l'indemnisation en cas de pollution et autres dommages, de même que diverses questions de	74,8

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
		droit privé et le droit des Etats d'intervenir en haute mer lorsqu'ils risquent un accident de pollution maritime; exécution des dispositions des conventions de l'OMI et des autres instruments.		
Total, sous-secteur 084 (Transports fluviaux et maritimes)			107,0	
085	Transports aériens	PNUD	Voir paragraphe 13.	42,8
		OACI	Etablissement des principes et des techniques de la navigation aérienne internationale; amélioration de la planification des transports aériens internationaux et développement de cette catégorie de transports (ces activités englobent l'aspect technique, économique, réglementaire et juridique de l'aviation civile internationale et la coopération technique dans ces domaines).	181,3
Total sous-secteur 085 (Transports aériens)			224,1	
Total, secteur 080 (Transports)			482,3	



			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 090 – Communications</u>			
091 Services postaux	PNUD	Voir paragraphe 13.	9,0
	UPU	Développement des communications entre les pays au moyen d'une exploitation efficace des services postaux; renforcement de la collaboration internationale dans les domaines culturel, social et économique.	46,6
Total, sous-secteur 091 (Services postaux)			55,6
092 Télécommunications	PNUD	Voir paragraphe 13.	12,2
	UIT	Mise au point de règlements de télécommunications afin d'assurer l'interconnectabilité et l'interfonctionnement à l'échelle mondiale des réseaux de télécommunications; utilisation rationnelle et efficace du spectre des fréquences radio électriques et de l'orbite des satellites géostationnaires.  Mise au point de normes mondiales de télécommunication pour assurer une conception harmonieuse, la modernisation et le développement des réseaux mondiaux de télécommunication; harmonisation des études techniques à l'effet d'introduire de nouvelles technologies ou techniques et de nouveaux services.  Promotion de services efficaces de télécommunication pour faciliter la coopération internationale et le développement économique et social; renforcement, par le développement et l'expansion de ces services, du rôle des télécommunications dans les pays en développement.  Diffusion d'informations sur les règlements, les techniques, la planification, le fonctionnement et les statistiques des télécommunications; élaboration de plans stratégiques devant permettre à l'UIT de satisfaire aux besoins des Etats membres dans un monde où les télécommunications sont en pleine évolution.	252,3
Total, sous-secteur 092 (Télécommunications)			264,5

				Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur		Organisation	Principaux objectifs du programme	
093	Télévision, radio et presse écrite	UNESCO	Libre circulation de l'information aux niveaux international et national et diffusion plus large et plus équilibrée de cette information; liberté de la presse, indépendance des médias, pluralisme et développement des capacités de communication (infrastructure, technologie et mise en valeur des ressources humaines), notamment dans les pays en développement.	19,2
Total, sous-secteur 093 (Télévision, radio et presse écrite)				19,2
094	Appui au développement par la communication	UNICEF	Création de capacités et développement des structures dans le domaine des communications, modernes et traditionnelles, afin de propager les connaissances, moyens et valeurs nécessaires pour mieux vivre.	7,0
		FAO	Amélioration des programmes nationaux de communication dans les régions rurales; élaboration de méthodes et techniques audio-visuelles.	14,9
		UNESCO	Planification de stratégies de communication et de l'utilisation des moyens de communication, à l'appui des activités de développement dans des domaines tels que l'éducation, l'environnement et la population et pour répondre aux besoins spéciaux de groupes tels que les femmes, les immigrants, les réfugiés et les handicapés.	19,1
Total, sous-secteur 094 (Appui au développement par la communication)				41,0
095	Infrastructure d'information	ONU	Faire connaître et comprendre le travail et les buts de l'ONU aux nations du globe; faire mieux connaître aux médias et au public les matériaux publiés par l'ONU et assurer l'utilisation maximale de ces derniers.	152,1
		FAO	Echanges accrus d'informations et renforcement des structures nationales de documentation (notamment grâce au Système international d'information par les sciences et la technologie agricoles (AGRIS) et au Système d'information sur les recherches agronomiques en cours (CARIS); amélioration des systèmes nationaux d'information sur les pêcheries.	22,3
		UNESCO	Développement de l'infrastructure de l'information — bibliothèques, archives, centres de documentation, bases de données — des Etats membres; mise au point et diffusion de méthodes, de techniques et de logiciels normalisés pour harmoniser les modes d'information; mise en place de réseaux d'échange d'informations dans les disciplines dont s'occupe l'UNESCO; expansion de la fonction de centre mondial d'échange d'informations remplie par cette organisation dans ses domaines de compétence, y compris études prospectives.	38,2

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
	AIEA	Fourniture d'une gamme complète de services de bibliothèque à partir d'une collection à jour de matériaux et de sources d'information (livres, journaux et revues, microfilms/microfiches, films vidéo, bases extérieures de données).	5,0
Total, sous-secteur 095 (Infrastructure d'information)			217,6
Total, secteur 090 (Communications)			597,9

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
<u>Secteur 100 – Commerce et développement</u>				
101	Politiques générales des échanges	ONU	Libéralisation accrue des échanges, transparence accrue des régimes commerciaux, remplacement dans la mesure du possible des mesures non tarifaires par des tarifs; élimination ou maîtrise réelle des pratiques commerciales restrictives; encouragements, doublés de l'appui international approprié, à la réforme des politiques commerciales des pays en développement et appui à la transition des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est vers une économie de marché; efforts visant à assurer que les mesures de protection de l'environnement et les politiques commerciales se renforcent mutuellement.  Etablissement de modèles nationaux et de directives pour aider les pays en développement à s'intégrer dans le grand courant des circuits commerciaux internationaux et à mettre en place des infrastructures locales pour encourager le commerce extérieur et les investissements étrangers; transparence accrue des informations touchant au commerce; soutien à l'établissement de normes relatives à l'échange électronique des données; rationalisation et simplification des procédures commerciales et mesures générales propres à faciliter les échanges.  Adoption de mesures, politiques et stratégies destinées à développer le commerce national et régional et les échanges extérieurs; renforcement des institutions de coopération commerciale régionale et sous-régionale, notamment dans les pays en développement sans littoral ou insulaires et les pays les moins avancés.	250,2
		PNUD	Voir paragraphe 13.	14,6
		FAO	Recherche plus active d'une solution aux problèmes touchant l'alimentation et l'agriculture dans les échanges internationaux (par l'appui aux organisations internationales intéressées).	3,8
Total, sous-secteur 101 (Politiques générales des échanges)			268,6	
102	Commerce des produits de base et des produits manufacturés	ONU	Amélioration du fonctionnement des marchés de produits de base et réduction de leurs distorsions; accroissement de la rentabilité de ce secteur.  Diversification horizontale et verticale de la production et des exportations, promotion des cultures de remplacement des importations; développement de l'assistance internationale et des investissements pour des programmes viables de produits de base; élimination progressive des barrières commerciales opposées aux produits de base et	42,8

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
		augmentation du financement compensatoire des déficits des recettes d'exportation; renforcement et amélioration de la coopération entre producteurs et consommateurs de produits spécifiques; plus grande utilisation des mécanismes de gestion des risques; saine gestion des ressources naturelles en vue de renforcer le développement durable.	
	PNUD	Voir paragraphe 13.	4,5
	FAO	Suivi et exposé de la situation de divers produits agricoles de base; instauration entre les pays d'entretiens plus utiles sur une vaste gamme de produits de base et accords entre producteurs et consommateurs sur les mesures à prendre pour remédier aux situations; amélioration des politiques nationales des produits de base et détermination des possibilités commerciales et de diversification; meilleure compréhension de l'évolution des échanges des produits forestiers et concertation internationale accrue.	24,8
Total, sous-secteur 102 (Commerce des produits de base et des produits manufacturés)			72,1
103 Commerce des services, notamment tourisme	ONU	Etablissement par les pays de politiques visant à renforcer la production, l'exportation et les capacités technologiques de leurs secteurs de services et à resserrer la coopération régionale, sous-régionale et interrégionale, notamment par la libéralisation mutuelle des échanges, la mise en commun de capacités pour améliorer les niveaux de compétences, l'établissement de réseaux de distribution et le développement de l'infrastructure.  Appui à des mesures d'orientation concertées, notamment concours financier à des conditions de faveur, et aide à la formation, pour faciliter l'adoption de techniques et améliorer, notamment dans les pays à faible revenu et les pays les moins avancés, l'infrastructure de base nécessaire aux services.  Renforcement du secteur des assurances dans les pays en développement et amélioration de sa compétitivité internationale; formulation et mise en oeuvre de politiques du développement du tourisme et de mesures connexes pour réaliser une croissance durable.	40,9
	PNUD	Voir paragraphe 13.	11,0

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
	OIT	Identification des problèmes sociaux et des problèmes de main-d'oeuvre dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme; mise au point de mesures destinées à y remédier.	3,0
Total, sous-secteur 103 (Commerce des services, notamment tourisme)			54,9
104	Promotion et expansion des échanges, développement de l'exportation	ONU	126,0
		Identification des domaines où les pays en développement sont complémentaires et mise au point de mesures destinées à encourager la coopération dans ces domaines; renforcement des relations économiques et commerciales Sud-Sud et encouragement à innover dans les modes d'organisation de la coopération économique entre groupes particuliers de pays ayant des intérêts communs; expansion de l'intégration régionale et sous-régionale, notamment entre pays en développement.	
		Réformes économiques et mesures d'ajustement structurel susceptibles de favoriser l'élargissement des marchés d'exportation où les pays en développement ont ou pourraient avoir un avantage; accroissement des investissements nationaux et étrangers orientés vers l'exportation.	
		Mise en oeuvre, maintien et amélioration du système généralisé de préférences non réciproques et non discriminatoires en faveur des pays en développement, notamment dans la mesure où il vise à élargir la gamme des produits couverts et à étendre les marges de préférence et le traitement en franchise de douane, pour compenser les diminutions décidées lors des négociations d'Uruguay en ce qui concerne les taux applicables au titre de la clause de la nation la plus favorisée.	
		Identification des possibilités d'expansion des échanges et de la coopération économique entre pays en développement et entre les divers pays d'Europe centrale et d'Europe orientale; renforcement des mesures et politiques destinées à améliorer la compétitivité du secteur privé et des industries susceptibles de devenir exportatrices.	
		Elaboration plus active par les Etats Membres de politiques et mesures devant leur permettre d'accéder effectivement aux marchés et de tirer pleinement parti des mécanismes multilatéraux et bilatéraux d'intégration et de coopération régionales; identification des obstacles aux échanges au sein d'une même région ou entre régions en développement et aux échanges avec les économies de marché développées; introduction de mesures destinées à promouvoir ces échanges.	

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
	PNUD	Voir paragraphe 13.	28,1
	OMPI	Promouvoir les échanges, en assurant l'enregistrement des marques internationales de fabrication et de service, le dépôt international des études et plans industriels et la protection des appellations d'origine; continuer à améliorer a) la classification des biens et services en vue de l'enregistrement des marques de fabrique et de service, b) la classification des marques comportant des éléments figuratifs et c) la classification des modèles industriels.	34,1
Total, sous-secteur 104 (Promotion et expansion des échanges, développement de l'exportation)			188,2
Total, secteur 100 (Commerce et développement)			583,8

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
<u>Secteur 110 – Population</u>				
111	Politiques démographiques et dynamiques de la population	ONU	Améliorer la formulation et l'application des programmes et politiques démographiques des Etats Membres, mettre en place ou renforcer des systèmes nationaux d'information démographique, améliorer l'analyse et l'utilisation des données démographiques et la formation du personnel.	49,1
			Accroître la coopération et les échanges de données d'expérience entre pays en matière de formulation et d'application des politiques et programmes.	
		PNUD	Voir paragraphe 13.	0,7
		FNUAP	Améliorer la formulation, l'application et l'évaluation de politiques démographiques globales et plurisectorielles, grâce notamment à la mise en place d'un cadre juridique et de structures institutionnelles ainsi que par le biais d'une sensibilisation aux questions de population et de développement; tenir compte davantage des facteurs démographiques dans la planification du développement et le processus de prise de décisions (au moyen de la formation, de la mise en place de services s'occupant des questions de population et de la mise au point de méthodes et modèles informatiques). Ces activités s'appuient sur des analyses et études qui ont pour objectif d'observer les tendances démographiques, d'identifier les facteurs déterminants et ceux qui exercent une influence ainsi que les conséquences sociales, économiques et écologiques des changements démographiques, et d'évaluer l'efficacité des programmes démographiques.	53,2
		OIT	Adopter des politiques et programmes traitant des problèmes économiques et sociaux qui résultent de l'accroissement de la population, de sa structure et de sa répartition; diffuser des informations sur les relations entre l'emploi et les politiques de mise en valeur des ressources humaines et les variables démographiques, et mettre au point des outils opérationnels permettant d'intégrer les questions de population et celles relatives aux ressources humaines aux politiques de l'emploi et de la planification du développement.	20,5
		UNESCO	Renforcer les capacités nationales de formation du personnel enseignant, des chercheurs sociaux et des spécialistes de la communication; améliorer les bases de données démographiques.	5,4
Total, sous-secteur 111 (Politiques démographiques et dynamique de la population)			128,9	
112	Collecte et analyse de données	ONU	Tous les deux ans, établir, pour tous les pays, des estimations et des projections concernant la dimension de	15,2



			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
		la population, la structure par âge et par sexe, les taux de croissance démographique et autres principaux indicateurs démographiques; renforcer les capacités nationales de formation à la démographie et aux questions de population, ainsi que les capacités d'analyse des données démographiques.		
	PNUD	Voir paragraphe 13.	1,0	
	FNUAP	Améliorer les statistiques d'état civil et renforcer les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil; diffuser les données de base et les résultats d'enquêtes aux groupes intéressés; appuyer la réalisation de recensements de la population et d'enquêtes par sondage et l'analyse des données recueillies.	26,0	
Total, sous-secteur 112 (Collecte et analyse de données)			42,2	
113	Planification de la famille	ONU	Aider à la réalisation des objectifs nationaux en matière de fécondité dans le cadre de politiques démographiques et de programmes de planification de la famille intégrés; améliorer les bases de données sur la planification de la famille; parvenir à une meilleure compréhension des répercussions des programmes de planification de la famille et du renforcement des arrangements institutionnels connexes.	3,6
		UNICEF	Favoriser l'accès de toutes les femmes enceintes aux soins prénataux et aux services d'une accoucheuse formée au moment de l'accouchement; et l'accès de tous les couples aux services permettant d'éviter les grossesses précoces, trop rapprochées, tardives ou trop nombreuses, et à l'information s'y rapportant.	4,0
		FNUAP	Encourager les individus et les couples à décider librement et en toute connaissance de cause du nombre de leurs enfants et de l'espacement des naissances, grâce à l'appui fourni à l'ensemble des services de planification de la famille et à la diffusion d'information dans ce domaine, à savoir : aide à l'acquisition de matériel et de produits destinés à la planification de la famille; formation en matière de planification de la famille; services d'orientation; création de structures et gestion du programme de planification de la famille; services techniques consultatifs; et recherche en matière de planification de la famille, y compris des recherches sur la sécurité et l'efficacité des méthodes actuelles de régulation des naissances et sur la mise au point et l'introduction de nouvelles méthodes. La planification de	204,5
		la famille est considérée comme un élément essentiel des programmes de santé maternelle et infantile, des		

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
		programmes de santé génésique des femmes, et des programmes de maternité sans risques; à ce titre, le FNUAP apporte également un appui à certains éléments des programmes qui se rapportent directement à la qualité et à l'acceptabilité de la planification de la famille et ont donc pour effet de renforcer ces programmes.		
	UNESCO	Intégrer l'éducation à la vie de famille et sensibiliser à la planification de la famille.	5,8	
	OMS	Promouvoir la recherche sur des méthodes sûres et efficaces de régulation des naissances, renforcer la formation, et contribuer à l'adaptation et à l'utilisation de technologies appropriées aux pays dans le cadre des programmes de santé maternelle et infantile – donc familiale.	76,9	
Total, sous-secteur 113 (Planification de la famille)			294,8	
114	Education et communications en matière de population	ONU	Former du personnel dans le domaine des études de population et enquêtes démographiques; inclure la démographie dans les programmes d'enseignement supérieur.	3,0
		UNICEF	Sensibiliser aux droits et besoins des petites filles et des adolescentes.	4,0
		FNUAP	Fournir un appui aux activités d'information, de communication et d'éducation. Les activités d'information ont pour objet d'attirer l'attention du public, de la communauté scientifique et des dirigeants sur les faits et questions ayant trait à la population; les activités de communication visent à modifier les mentalités et les comportements dans des domaines sensibles tels que le comportement procréateur et les problèmes spécifiques des femmes; les activités d'éducation ont pour but de favoriser, en utilisant à la fois le système d'enseignement scolaire et les structures extrascolaires, une compréhension réelle des problèmes et des solutions possibles.	39,7
		FAO	Intégrer les questions démographiques aux politiques et programmes de développement rural et agricole.	1,6

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
	UNESCO	Améliorer le contenu et l'utilité des projets d'éducation et de communications en matière de population, grâce à la promotion de recherches et d'études, à la mise en place de réseaux entre institutions et à la création de chaires d'études démographiques UNESCO/FNUAP <sup>b</sup> .	23,4
Total, sous-secteur 114 (Education et communications en matière de population)			71,7
Total, Secteur 110 (Population)			537,6

<sup>b</sup> Certaines des activités portent également sur les groupes marginalisés des zones urbaines et le rôle des femmes en tant qu'agents du changement social.

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 120 – Etablissements humains</u>			
121 Etablissements humains	ONU	Assurer la planification et la gestion écologiquement rationnelles des établissements humains dans le cadre des politiques globales de développement, et créer des mécanismes d'exécution des programmes relatifs aux établissements humains; mobiliser des ressources pour la mise en valeur des établissements humains, en tenant compte des besoins spéciaux des groupes de population à faible revenu et des femmes.	58,5
		Formuler et promouvoir les principes de la Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000, en ce qui concerne le financement des logements, des infrastructures et des services, en s'attachant à satisfaire les besoins des communautés et ménages à faible revenu dans les zones urbaines et rurales; améliorer les politiques officielles d'aménagement des établissements humains, notamment des établissements urbains en rapide expansion, et renforcer la participation du secteur privé et des populations locales à la mise en place d'infrastructures et à l'offre de services.	
		Procéder à l'échange systématique d'informations et de données d'expérience sur les établissements humains entre les Etats Membres et renforcer les institutions en vue d'assurer une planification et une gestion cohérentes, efficaces et durables de ces établissements; suivi de l'aménagement des établissements humains (dans le cadre de l'examen et de l'évaluation des politiques de planification et d'exécution) et formulation par les gouvernements de propositions concrètes en vue d'assurer un développement équilibré des établissements humains grâce à une meilleure coordination et gestion dans le domaine de la planification et de l'exécution.	
	PNUD	Voir paragraphe 13.	39,2
	PAM	Promouvoir des programmes de logement, d'installation d'équipements collectifs, d'assainissement des taudis et d'amélioration de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement.	28,0
	UNESCO	Avoir une meilleure connaissance des communautés urbaines défavorisées.	0,5
Total, sous-secteur 121 (Etablissements humains)			126,2

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
122 Logement	ONU	Promouvoir des programmes visant à surmonter les problèmes auxquels se heurte le secteur de la construction et à favoriser la construction autochtone, y compris la production et l'utilisation de matériaux de construction produits localement, dans un cadre susceptible d'attirer les investissements; renforcer la coopération internationale dans le domaine de la recherche urbaine et régionale, et harmoniser les règlements et normes relatifs à la construction.	41,4
	PNUD	Voir paragraphe 13. Le montant indiqué comprend également les activités menées au titre du sous-secteur 123 (Développement urbain).	61,9
	ONUDI	Promouvoir la création et l'exploitation d'entreprises fabriquant des matériaux de construction de base pouvant être utilisés dans les constructions industrielles; promouvoir la mise au point de matériaux de construction, en particulier de matériaux à faible coût tels que ceux dérivés du bois, pour la construction de logements et d'autres bâtiments répondant à des besoins sociaux, au moyen d'études, de services d'assistance technique et de consultations.	14,4
Total, sous-secteur 122 (Logement)			117,7
123 Développement urbain	ONU	Améliorer l'exploitation, la gestion et l'aménagement des centres urbains par les autorités locales; mettre au point des méthodes permettant d'intégrer les caractéristiques sociales, culturelles, économiques et écologiques particulières des zones urbaines au processus de planification, dans le contexte d'une stratégie de développement durable.	6,4
	PNUD	Le montant estimatif des dépenses relatives à ce sous-secteur a été inclus dans les dépenses relatives au sous-secteur 122 (Logement).	
	UNICEF	Améliorer les établissements urbains en vue d'assurer le bien-être des enfants.	4,0 °
	UNESCO	Eliminer les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl : améliorer les conditions de vie des habitants.	1,5
Total, sous-secteur 123 (Développement urbain)			11,9
Total, secteur 120 (Etablissements humains)			255,8

° La plupart des dépenses relatives aux services urbains de base ont été incluses dans les dépenses relatives aux secteurs 130 (Santé) et 140 (Education).

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 130 – Santé</u>			
131 Structure des systèmes de santé	UNICEF	Abaisser les taux de mortalité des nourrissons, des enfants de moins de 5 ans et des mères; renforcer, réorganiser ou créer des structures et des systèmes de soins de santé primaires en vue d'atteindre les objectifs essentiels du secteur de la santé.	110,0
	PNUD	Voir paragraphe 13.	56,9
	PAM	Aide/économies budgétaires grâce à l'alimentation des malades, des convalescents et des personnes défavorisées dans les institutions.	61,5
	OMS	Renforcer les moyens d'information sanitaire des pays; appuyer les processus de mise au point de politiques et de plans d'action nationaux; mettre au point des méthodologies à l'intention des systèmes sanitaires nationaux; promouvoir des législations sanitaires nationales appropriées; promouvoir des systèmes nationaux complets de santé fondés sur les soins de santé primaires; valoriser les ressources humaines dans le secteur de la santé; promouvoir la santé grâce à des programmes d'information du public et d'éducation sanitaire.	184,8
Total, sous-secteur 131 (Structures des systèmes de santé)			413,2
132 Promotion de la santé et soins de santé	UNICEF	Abaisser les taux de mortalité infantile et maternelle; améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement; promouvoir l'allaitement maternel et la surveillance du développement de l'enfant.	546,0
	PNUD	Voir paragraphe 13.	68,8
	PAM	Fournir des denrées alimentaires pour les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants d'âge préscolaire, et un appui aux programmes de santé publique.	147,5
	OMS	Assurer la promotion, le développement et la coordination de la recherche sanitaire; fournir une assistance aux pays en matière d'évaluation de la malnutrition et de son élimination; promouvoir une meilleure santé bucco-dentaire; améliorer les techniques de prévention des accidents et des blessures.	330,9
		Prévenir les maladies causées par l'usage du tabac; protéger la santé de la famille, en particulier celle des mères, des enfants et des adolescents; contribuer à l'adaptation des méthodes et techniques d'amélioration de la santé des personnes âgées; assurer une protection contre les troubles mentaux et neurologiques.	

Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
		<p>Appuyer les efforts nationaux visant à assurer aux communautés un approvisionnement suffisant en eau potable et des services d'assainissement adéquats; une meilleure hygiène des logements urbains et ruraux; une protection contre les risques chimiques et une surveillance des risques provenant de l'environnement et de la pollution; une protection contre les dangers des contaminants et des additifs alimentaires.</p> <p>Fournir une aide à la fourniture régulière et à l'utilisation rationnelle de médicaments essentiels de qualité acceptable; une aide au maintien de la qualité, de l'innocuité et de l'efficacité des produits pharmaceutiques; une aide au maintien de la disponibilité de produits biologiques de qualité satisfaisante, y compris de vaccins, à un coût abordable; promotion des médicaments et pratiques médicales traditionnels utiles et efficaces; promouvoir des services de rééducation appropriés et des techniques connexes.</p>	
	FAO	<p>Satisfaire les besoins nutritionnels de tous les groupes de population; améliorer la formulation des politiques nutritionnelles et soutenir les interventions dans le domaine de la nutrition; suivre et évaluer la situation en matière de nutrition aux niveaux mondial, régional et national; mettre au point des régimes alimentaires plus équilibrés et soutenir l'éducation des consommateurs; éliminer les principales carences nutritionnelles; améliorer les normes alimentaires et contribuer à l'évaluation des additifs alimentaires, des résidus de médicaments et contaminants vétérinaires (par l'intermédiaire de la Commission du codex alimentarius FAO/OMS); améliorer la qualité des aliments et des systèmes de protection des consommateurs au niveau national, faciliter l'accès aux marchés d'exportation et obtenir un assouplissement des contrôles à l'importation; améliorer les conditions de vente des denrées alimentaires dans les rues.</p>	47,4
	AIEA	<p>Soutenir l'application des techniques nucléaires en médecine, radiobiologie et radiothérapie, et en matière de nutrition et de pollution de l'environnement; améliorer la planification de la production d'énergie et d'électricité par le biais de l'évaluation des coûts comparés, des risques et des effets sur la santé et l'environnement de l'énergie nucléaire et des autres systèmes énergétiques; maintenir un niveau de sécurité acceptable dans les installations nucléaires du monde entier, grâce à une coopération internationale; aide aux pouvoirs publics afin de renforcer la sécurité opérationnelle dans les centrales nucléaires et les réacteurs de recherche; assurer la gestion appropriée</p>	

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
		des déchets radioactifs à tous les stades, de la production à l'élimination définitive; et une meilleure protection du public et de l'environnement contre les principales sources de rayonnements ionisants.	91,2	
Total, sous-secteur 132 (Promotion de la santé et soins de santé)			1 231,8	
133	Prophylaxie et lutte contre les maladies	UNICEF	Promouvoir la vaccination universelle des enfants contre la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, la rougeole, la poliomyélite, et la tuberculose, et vaccination des femmes en âge de procréer contre le tétanos, dans le but d'éliminer la poliomyélite et le tétanos néonatal et de réduire l'incidence des autres maladies et le nombre de décès qui leur sont imputables; la réduction du nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans dus aux maladies diarrhéiques et aux infections aiguës de l'appareil respiratoire; la réduction des troubles dus aux carences en fer, en vitamine A et en iode; la prévention du sida chez les enfants et les femmes; la réduction des cas graves et modérés de malnutrition chez le jeune enfant.	450,0
		PNUD	Voir paragraphe 13.	15,8
		OIT	Identifier, prévenir et contrôler les maladies professionnelles en s'efforçant spécialement d'éliminer l'exposition des travailleurs aux matériaux et produits chimiques dangereux et de lutter contre les conditions de travail malsaines.	4,8
		OMS	Assurer la prévention des principales maladies transmissibles et non transmissibles; lutte contre ces maladies, notamment le paludisme, d'autres maladies parasitaires et tropicales, les maladies diarrhéiques, les infections aiguës de l'appareil respiratoire, la tuberculose, la lèpre, les zoonoses, les maladies sexuellement transmissibles, le sida, la cécité et la surdité, le cancer et les maladies cardio-vasculaires; vaccination contre la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, la rougeole, la poliomyélite et la tuberculose; mise au point de nouveaux vaccins et de vaccins améliorés.	678,2
		ONUDI	Soutenir la production industrielle/locale de vaccins, de produits pour perfusion et de médicaments.	12,0
Total, sous-secteur 133 (Prophylaxie et lutte contre les maladies)			1 160,8	
Total, secteur 130 (Santé)			2 805,8	



			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 140 – Education</u>			
141 Politiques et planification de l'éducation	UNICEF	Assurer l'accès universel à l'éducation de base et la scolarisation primaire complète de 80 % au moins des enfants d'âge scolaire.	21,0
	PNUD	Voir paragraphe 13.	22,2
	OIT	Elaborer des politiques nationales et sectorielles de mise en valeur des ressources humaines adaptées aux besoins spécifiques des Etats Membres.	1,3
	UNESCO	Renforcer la coopération et la collaboration interorganisations avec les Etats Membres, en vue de mettre en place des politiques, des stratégies et des méthodes de planification et de gestion éducatives et de promouvoir les échanges d'informations, de données d'expériences et de méthodes de formation visant à développer l'enseignement <sup>d</sup> .	64,4
Total, sous-secteur 141 (Politiques et planification de l'éducation)			108,9
142 Equipement et techniques dans le domaine de l'éducation	UNICEF	Améliorer l'efficacité des systèmes d'éducation, en cherchant à réduire les taux d'abandons scolaires, à améliorer la formation des maîtres, à rendre les méthodes et normes d'enseignement plus efficaces et à donner un caractère plus concret au contenu de l'enseignement.	100,0
	PNUD	Voir paragraphe 13.	10,3
	UNESCO	Faire plus largement appel aux techniques de communication d'information ainsi qu'aux résultats de la recherche afin de promouvoir, notamment par le biais de réseaux régionaux, les activités d'innovations éducatives pour le développement.	17,0
Total, sous-secteur 142 (Equipement et techniques dans le domaine de l'éducation)			127,3
143 Systèmes d'enseignement	UNICEF	Améliorer la qualité et étendre la portée des systèmes d'enseignement	100,0
	PNUD	Voir paragraphe 13.	37,4

<sup>d</sup> Inclut également certaines activités elles aussi liées à la conception d'équipements éducatifs peu coûteux et polyvalents (sous-secteur 142), notamment de bâtiments capables de résister aux cataclysmes (sous-secteur 162).

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
	PAM	Distribuer des repas dans les écoles, à titre d'appui aux écoles primaires et secondaires, essentiellement à celles qui se trouvent dans les zones rurales.	288,4	
	UNESCO	Améliorer à l'échelle mondiale la qualité de l'enseignement primaire; renouveler les programmes et méthodes d'enseignement, notamment de l'enseignement technique et professionnel; promouvoir l'enseignement scientifique et technique; améliorer la qualité et étendre la portée de l'enseignement supérieur et de la formation dispensée aux maîtres, notamment l'enseignement universitaire de sciences fondamentales appliquées <sup>e</sup> .	98,6	
Total, sous-secteur 143 (Systèmes d'enseignement)			524,4	
144	Enseignement non scolaire	UNICEF	Abaisser le taux d'analphabétisme des adultes, l'accent étant mis sur l'alphabétisation des femmes; accroître l'acquisition, tant au niveau des individus que des familles, des connaissances, aptitudes et valeurs nécessaires à l'amélioration des conditions de vie.	30,0
		PNUD	Voir paragraphe 13.	3,1
		PAM	Améliorer la qualité de la formation professionnelle et des cours d'alphabétisation dispensés aux pauvres, en particulier aux femmes, afin d'améliorer les perspectives d'emploi et d'accroître les revenus.	7,6
		UNESCO	Renforcer l'action menée en faveur de l'alphabétisation, de la postalphabétisation et de l'éducation permanente des jeunes et des adultes, l'accent étant mis sur la promotion des femmes dans tous les domaines de l'éducation.	35,8
Total, sous-secteur 144 (Enseignement non scolaire)			76,5	
Total, secteur 140 (Education)			837,1	

<sup>e</sup> Inclut également certaines activités liées elles aussi à l'enseignement non scolaire (sous-secteur 144).

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 150 – Emploi</u>			
151	Politiques et planification de l'emploi	PNUD	Voir paragraphe 13. Le montant indiqué sert également à financer les activités figurant sous la rubrique sous-secteur 152 (Promotion de l'emploi). 18,8
		OIT	Améliorer la diffusion des normes internationales du travail et des législations nationales relatives au travail et à la sécurité sociale; élaborer des politiques dynamiques en matière d'emploi; mettre en place, à l'échelon national, des politiques socio-économiques créatrices d'emplois productifs et librement choisis et susceptibles de réduire la pauvreté; améliorer les politiques nationales de l'emploi, de la planification de la main-d'oeuvre et du développement rural; élaborer des programmes de travaux à forte intensité de main-d'oeuvre afin de promouvoir l'emploi et de créer des activités génératrices de revenus; améliorer l'efficacité des politiques axées sur l'emploi dans le domaine des migrations internationales; promouvoir des politiques de mise en valeur des ressources humaines efficaces, dans le cadre des politiques et de la planification générales de l'emploi; sensibiliser, par le biais de la structure tripartite de l'OIT, aux dimensions sociales de l'ajustement structurel et à la nécessité de protéger les catégories de population les plus défavorisées contre les effets négatifs éventuels de telles politiques; promouvoir des politiques de l'emploi adaptées, fondées sur des consultations et des engagements tripartites; élaborer des politiques de l'emploi qui puissent offrir des chances et des conditions égales aux hommes et aux femmes. 63,4
Total, sous-secteur 151 (Politiques et planification de l'emploi)			82,2
		PNUD	Le montant estimatif des dépenses relatives à ce sous-secteur a été inclus dans les dépenses relatives au sous-secteur 151 (Politiques et planification de l'emploi).
152	Promotion de l'emploi	OIT	Adopter et mettre en oeuvre des politiques de travail dynamiques visant à créer une situation de plein emploi et permettant d'offrir des emplois productifs et librement choisis; mettre en oeuvre des politiques de planification des ressources humaines et de développement rural; lancer des programmes de travaux à forte intensité de main-d'oeuvre et encourager l'esprit d'entreprise en vue de promouvoir l'emploi et de créer des activités génératrices de revenus; améliorer les capacités de gestion en vue de contribuer au développement socio-économique; mettre sur pied des programmes d'action qui permettent de créer des emplois supplémentaires et d'accroître les revenus et la productivité des travailleurs; développer les coopératives, institutions susceptibles de contribuer à l'atténuation de la pauvreté ainsi qu'à la création d'emplois et d'activités 120,5

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
		génératrices de revenus; développer et améliorer les possibilités de formation professionnelle et d'emploi offertes aux handicapés physiques et mentaux.		
Total, sous-secteur 152 (Promotion de l'emploi)			120,5	
153	Renforcement des capacités de gestion, formation technique et professionnelle	PNUD	Voir paragraphe 13.	20,2
		OIT	Permettre aux cadres dirigeants d'améliorer les performances socio-économiques de leurs entreprises et de mieux s'adapter à un monde en évolution rapide, grâce au renforcement des capacités de gestion et à la mise en place de programmes de formation; favoriser le développement et la création (par le biais de programmes de formation professionnelle) des petites entreprises, lesquelles jouent un rôle important dans l'ajustement structurel, la décentralisation des activités économiques et la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus; accroître la contribution de la formation professionnelle au progrès économique et social; mettre au point des programmes et des méthodes de formation professionnelle permettant de faciliter l'apprentissage, de réduire les coûts et de dispenser un enseignement mieux adapté; offrir des possibilités de formation aux groupes les plus pauvres et les plus vulnérables de la population.	126,4
		ONUDI	Mettre en place, dans les pays en développement, des systèmes cohérents et viables, de nature à améliorer, sur le plan local, les compétences techniques et les capacités de gestion des entreprises, tout en intégrant celles-ci au processus de développement industriel, en vue a) de renforcer les stratégies et plans de mise en valeur des ressources humaines (ainsi que les mesures politiques et les systèmes de formation institutionnels correspondants); b) mettre au point des programmes institutionnels consacrés à certains secteurs ou à certaines fonctions; c) dispenser une formation à l'échelon de l'entreprise; et d) former des "formateurs".	12,7
Total, sous-secteur 153 (Renforcement des capacités de gestion, formation technique et professionnelle)			159,3	
154	Conditions d'emploi	PNUD	Voir paragraphe 13.	3,0

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
	OIT	Promouvoir l'application des conventions et des recommandations internationales relatives au droit du travail et veiller à ce que les Etats membres s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu de la Constitution de l'OIT; éliminer toutes les formes de discrimination en matière de recrutement et d'emplois; étendre l'application de la législation du travail et le respect des normes (en aidant les Etats membres à renforcer leurs services d'inspection du travail); réduire le nombre d'accidents du travail et de maladies professionnelles; élaborer et mettre en oeuvre, dans tous les secteurs de l'économie, des politiques de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles; faciliter l'échange, à l'échelon international, d'éléments d'information relatifs à la législation, aux pratiques et aux politiques de formation suivies dans le domaine de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles; offrir aux travailleurs une protection minimum et améliorer progressivement les conditions de travail et les services sociaux; protéger les travailleurs contre les journées de travail trop longues et contre les emplois trop éprouvants et adapter les horaires, l'organisation du travail et les techniques aux besoins et aux préférences des travailleurs et aux exigences des entreprises; améliorer les conditions de travail faites aux enfants dans les régions où l'élimination du travail des enfants n'est pas possible dans l'immédiat.	111,4	
	OMS	Evaluer les risques de maladies professionnelles et renforcer, grâce à la mise en place d'infrastructures et de techniques appropriées, les programmes de santé nationaux conçus à l'intention des travailleurs.	9,8	
	AIEA	Renforcer la protection contre les radiations en milieu professionnel.	6,9	
Total, sous-secteur 154 (Conditions d'emploi)			131,1	
155	Relations professionnelles	PNUD	Voir paragraphe 13.	0,3
		OIT	Promouvoir le tripartisme et élaborer des systèmes de relations professionnelles, de législation du travail, de modèles de relations professionnelles individuelles et de politiques de rémunération conformes aux principes et normes de l'OIT; aider les Etats membres à mieux connaître et à mieux comprendre les différents systèmes de relations professionnelles, de négociations collectives et de règlement des conflits du travail; mettre sur pied des systèmes adaptés permettant d'associer les travailleurs aux prises de décisions et adapter la législation du travail à l'évolution des besoins; renforcer la coopération entre les	75,5

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
		gouvernements, les organisations de travailleurs et d'employeurs ainsi que les entreprises multinationales, afin d'assurer le respect et l'application pratique de la Déclaration de principe tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale; maintenir et développer les relations avec les employeurs, les travailleurs et leurs organisations et offrir un appui et des services à ces organisations.	
Total, sous-secteur 155 (Relations professionnelles)			75,8
Total, secteur 150 (Emploi)			568,9

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 160 – Aide humanitaire et gestion des catastrophes</u>			
161	Protection et aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées	<p>Organisation des Nations Unies (HCR)</p> <p>Encourager les Etats à adhérer aux instruments internationaux relatifs aux réfugiés en vigueur – en particulier à la Convention de 1951 et/ou au Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés – et à en appliquer les dispositions; favoriser l'inclusion de dispositions favorables aux réfugiés dans les instruments internationaux de caractère général et dans les législations nationales.</p> <p>Obtenir des Etats qu'ils se conforment dans toute la mesure du possible aux normes internationalement reconnues pour le traitement des réfugiés.</p> <p>Favoriser une meilleure compréhension de la situation particulière des réfugiés et faire plus largement connaître les principes de la protection internationale; encourager la création d'un climat favorable au renforcement du statut juridique des réfugiés.</p> <p>Mettre sur pied des programmes d'assistance intermédiaire à l'intention des réfugiés, en attendant de trouver des solutions durables.</p> <p>Promouvoir des solutions durables aux problèmes des réfugiés que sont le rapatriement librement consenti, l'intégration locale et/ou la réinstallation.</p>	1 589,0
	UNICEF	Améliorer la qualité des soins dispensés aux réfugiés ainsi qu'aux enfants et aux mères déplacés en faisant des enfants "une zone de paix".	88,0
	PNUD	Voir paragraphe 13.	38,7
	UNRWA	<p>Continuer de fournir aux réfugiés palestiniens les services ci-après :</p> <p>a) Services d'enseignement destinés à répondre à leurs besoins éducatifs de base et à leur offrir de meilleures chances de poursuivre leurs études;</p> <p>b) Services de santé destinés à répondre à leurs besoins de base en matière de santé, et à améliorer leur état de santé générale;</p> <p>c) Services de secours et services sociaux visant à les aider à répondre à leurs propres besoins, à leur assurer des conditions de vie acceptables et à leur donner davantage d'autonomie, les rendant ainsi moins dépendants.</p> <p>Prendre des mesures additionnelles et accroître l'assistance dans le cas de situations d'urgence du type de celles qui</p>	601,3

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
		existent actuellement au Liban et dans les territoires occupés de la Rive occidentale et de la bande de Gaza, et en particulier des mesures contribuant à la protection des réfugiés.		
	PAM	Fournir une aide alimentaire aux réfugiés et aux personnes déplacées et aider à la réinstallation des rapatriés.	1 496,0	
	UNESCO	Appuyer les activités d'enseignement organisées à l'intention des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées.	0,3	
	OMS	Fournir aux réfugiés et aux personnes déplacées un appui dans le domaine de la santé et des techniques médicales, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, dont le HCR et l'UNRWA.	11,4	
Total, sous-secteur 161 (Protection et assistance aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées)			3 824,7	
162	Prévention des catastrophes et planification préalable	ONU	Aider les pays victimes de catastrophes et mobiliser et coordonner l'aide et les secours internationaux aux victimes; faciliter l'élaboration et l'application de politiques et de mesures gouvernementales permettant de recenser les risques, d'en évaluer la fréquence, d'estimer les pertes humaines et matérielles qui pourraient en résulter, et de formuler des stratégies qui tiennent compte de ces risques ou prévoient des mesures d'alerte rapide.	74,3
			Elaborer et mettre en oeuvre des politiques et des programmes complets d'atténuation des conséquences des catastrophes et créer des structures gouvernementales institutionnelles chargées de l'atténuation et de la maîtrise des conséquences des catastrophes; améliorer la coordination entre tous ceux qui participent aux opérations et aux activités d'assistance et de secours et chercher à mobiliser de manière optimale la communauté internationale des donateurs.	
			Acheminer et distribuer l'aide offerte aux populations touchées, harmoniser les politiques suivies dans le cadre des opérations de secours et adopter des méthodes et structures uniformes en matière d'aide.	
	UNICEF	Renforcer les capacités en matière de prévention des catastrophes et de planification préalable.	40,0	
	PNUD	Voir paragraphe 13.	35,5	
	FAO	Utiliser le Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) pour détecter les pénuries alimentaires imminentes; mettre en place des systèmes nationaux d'alerte rapide; améliorer les plans pour imprévus et la	29,9	



			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
		constitution de réserves alimentaires à l'échelon national [par le biais notamment du Programme d'assistance à la sécurité alimentaire (PASA)].	
	OMS	Mettre au point et appliquer des techniques sanitaires et médicales appropriées qui permettent d'améliorer la planification préalable et de faire face en temps opportun aux catastrophes naturelles et causées par l'homme.	8,9
Total, sous-secteur 162 (Prévention des catastrophes et planification préalable)			188,6
163	Secours d'urgence		
	Organisation des Nations Unies (HCR)	Fournir des secours aux réfugiés en cas de situation d'urgence provoquée par un afflux de réfugiés.	855,3
	UNICEF	Fournir des secours immédiats aux enfants touchés par des catastrophes naturelles et causées par l'homme.	120,0
	PNUD	Voir paragraphe 13.	10,2
	PAM	Fournir une aide alimentaire aux victimes de catastrophes naturelles ou de phénomènes tels que la sécheresse et les mauvaises récoltes.	354,0
	FAO	Offrir une assistance d'urgence en cas d'infestations par les principaux ravageurs des plantes, d'épidémies animales ou de catastrophes naturelles.	26,6
	OMS	Fournir une assistance spéciale en matière de santé et de soins médicaux à certains des pays ou populations les plus gravement touchés.	20,3
Total, sous-secteur 163 (Secours d'urgence)			1 386,4
Total, secteur 160 (Aide humanitaire et gestion des catastrophes)			5 399,7

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 170 – Développement social</u>			
171 Droits de l'homme	ONU	Favoriser l'application des conventions, pactes et traités internationaux relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels, aux droits civils et politiques, à l'élimination de la discrimination raciale, à l'abolition et à la répression de l'apartheid, de la torture et de tous autres traitements ou châtiments cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que de ceux relatifs aux droits de l'enfant. Sensibiliser davantage l'opinion à la question des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et élaborer et diffuser des instruments et des normes internationales en matière de droits de l'homme; mettre au point des modèles destinés aux institutions nationales qui s'attachent à promouvoir la tolérance et à lutter contre la discrimination, et définir des principes directeurs pour les législations anti-discriminatoires des différents pays; donner suite aux communications ou appels concernant des violations présumées des droits de l'homme et fournir aux organes législatifs des analyses pertinentes.	77,9
	UNICEF	Veiller à la pleine application de la Convention relative aux droits de l'enfant.	3,0
	PNUD	Voir paragraphe 13.	3,5
	OIT	Faire respecter les normes et principes définis par l'OIT concernant les droits à la liberté d'association et au syndicalisme; oeuvrer à l'élimination de toute forme de discrimination en matière d'emploi et de profession, ainsi qu'à la suppression du travail des enfants.	15,1
	UNESCO	Renforcer l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, de la paix et de la compréhension internationale à tous les niveaux d'enseignement, en soulignant notamment la nécessité d'éliminer l'apartheid et de promouvoir une culture de démocratie et de paix dans l'Afrique du Sud d'après l'apartheid <sup>1</sup> .	11,3
Total, sous-secteurs 171 (Droits de l'homme)			110,8
172 Intégration et groupes sociaux	ONU	Sensibiliser davantage l'opinion, en les lui faisant mieux percevoir, aux questions intéressant les jeunes, les personnes âgées et les handicapés, et élaborer des politiques, des stratégies et des programmes pour traiter ces questions et les inscrire dans le contexte des efforts nationaux de développement; favoriser une participation	

<sup>1</sup> Certaines des activités prévues visent également à combattre différentes formes de discrimination et à améliorer la condition de la femme dans la société.

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
		accrue de ces groupes sociaux aux efforts de développement sous toutes leurs formes, ainsi qu'au processus de développement sous tous ses aspects et renforcer les moyens d'action des différents pays pour leur permettre de répondre efficacement aux besoins de ces groupes.	13,8	
	PNUD	Pour les prévisions de dépenses de ce sous-secteur, voir le sous-secteur 174 (Services sociaux, protection et sécurité sociales).		
	UNICEF	Renforcer l'organisation des collectivités et la participation de tous les secteurs et groupes sociaux au développement; améliorer la protection des enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles.	80,0	
	OIT	Veiller à l'égalité de chances et à la parité de traitement pour les travailleurs migrants et leur famille; offrir des possibilités de formation aux personnes démunies et aux groupes de population vulnérables; améliorer les possibilités d'emploi offertes aux personnes physiquement et mentalement handicapées; améliorer les conditions de travail de certains groupes, comme les travailleurs âgés et les travailleurs à domicile.	29,5	
	FAO	Accroître l'efficacité des coopératives et des autres mécanismes de participation destinés aux populations rurales; promouvoir le développement et la transformation du monde rural (grâce à la coopération avec les organisations non gouvernementales).	22,2	
	UNESCO	Mettre en place un réseau d'organismes et d'institutions s'occupant des questions intéressant la jeunesse dans le cadre du Centre international d'information et d'échange de données sur la jeunesse (INFOJEUNESSE) et renforcer la recherche et l'action aux niveaux local, national et international, pour répondre aux préoccupations et aspirations majeures des jeunes.	4,9	
Total, sous-secteur 172 (Intégration et groupes sociaux)			150,4	
173	Promotion de la femme	ONU	Sensibiliser davantage l'opinion à cette question et promouvoir l'application et la ratification des dispositions internationales visant les femmes dans les conventions, déclarations et recommandations internationales; assurer une plus grande concordance entre les législations nationales et la réglementation internationale, veiller à une meilleure formulation, aux niveaux national, régional et interrégional, des plans, programmes et projets destinés à répondre aux besoins fondamentaux des femmes et favoriser leur promotion et leur participation au développement et au processus de prise de décisions.	24,3

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
		Appliquer les dispositions de la Déclaration sur la participation des femmes à la promotion de la paix et de la compréhension internationales et surveiller l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme; renforcer les réseaux d'échange d'information sur les femmes entre les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et créer des dispositifs nationaux ou renforcer ceux qui existent déjà, en privilégiant leurs fonctions de contrôle, d'analyse et d'évaluation.	
	UNICEF	Promouvoir la condition de la femme et son rôle dans le développement.	41,0 <sup>9</sup>
	PNUD	Voir paragraphe 13.	8,0
	FNUAP	Améliorer le rôle et la condition de la femme par des programmes de sensibilisation, d'innovation, de mobilisation et d'action mettant en relief les rapports entre la condition féminine, les facteurs démographiques et les tendances globales du développement; accroître la participation des femmes aux activités démographiques au niveau local.	10,0
	OIT	Renforcer l'aptitude des gouvernements, ainsi que celle des organisations d'employeurs et de travailleurs, à définir et appliquer des politiques et des programmes d'action pour améliorer l'emploi et le revenu des femmes, élargir la protection sociale et juridique dont elles bénéficient et les aider à s'organiser; renforcer la participation des femmes à la formation; assurer l'égalité des chances et la parité de traitement des hommes et des femmes dans le domaine de l'emploi.	18,4
	FAO	Intégrer la composante "femmes rurales et développement" dans l'élaboration des politiques nationales; améliorer la création d'institutions nationales visant la promotion des femmes rurales et faire mieux comprendre les questions liées aux distinctions entre les sexes.	33,8
	UNESCO	Pour les activités relatives à la promotion de la femme, voir les programmes dont il est rendu compte dans les sous-secteurs 021, 114, 144 et 171.	

<sup>9</sup> Pour le montant des dépenses consacrées à l'éducation et à l'alphabétisation des filles et des femmes, voir le secteur 140 (Education). Les échanges d'informations et la formation entre les femmes sont des éléments essentiels de tous les secteurs de programme.

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
	ONUDI	Elaborer des méthodes opérationnelles pour introduire des indicateurs de différences entre les sexes dans la planification industrielle, la mise en valeur des ressources humaines, l'agro-industrie, la petite industrie et la mise au point de technologies appropriées; intégrer les femmes dans la coopération technique et dans les activités d'étude et de recherche.	3,1
Total, sous-secteur 173 (Promotion de la femme)			138,6
174 Services sociaux, protection et sécurité sociales	ONU	Inciter les gouvernements à répondre de façon plus efficace et mieux intégrée aux besoins et problèmes sociaux qui se font jour; insister davantage sur les composantes sociales dans l'application de la stratégie internationale du développement et sur l'adoption d'autres mesures visant à réduire progressivement le champ de l'extrême pauvreté; élaborer et affiner des conceptions et des indicateurs concernant la situation sociale des familles et renforcer les capacités nationales et locales de définition, de formulation et d'application de politiques sociales.	28,4
	PNUD	Voir paragraphe 13. Le montant indiqué se rapporte également au sous-secteur 172 (Intégration et groupes sociaux).	76,1
	OIT	Elaborer des systèmes rationnels de garantie des ressources, de soutien des revenus et des soins médicaux conformes à la situation économique et sociale du pays considéré; veiller à assurer la compatibilité des niveaux de protection sociale minimale à l'échelon international, en s'attachant à promouvoir les normes arrêtées en la matière par l'OIT; assurer l'égalité de traitement entre les nationaux et les non-nationaux en matière de sécurité sociale, grâce à la coordination bilatérale ou multilatérale des réglementations nationales pertinentes.	16,7
Total, sous-secteur 174 (Services sociaux, protection et sécurité sociales)			121,2
175 Prévention de la criminalité et justice pénale	ONU	Etablir et appliquer des instruments internationaux, des traités et accords modèles afin de promouvoir et de faciliter la collaboration des Etats pour les questions de justice pénale; élaborer des stratégies efficaces et des modalités pratiques de collaboration entre les services qui s'intéressent à la prévention et à la répression des formes particulièrement dangereuses de criminalité.  Elaborer des normes et critères en matière de prévention de la criminalité et d'administration de la justice, ainsi qu'en ce qui concerne le traitement des délinquants et des	12,0

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
		victimes et – en se fondant sur ces normes et critères – définir des approches plus humaines et plus efficaces et les réformes nécessaires à l'échelon national, en veillant à en contrôler l'application; promouvoir la formulation et l'application par les gouvernements de normes et critères en matière de prévention de la criminalité et de justice pénale et leur diffusion, en s'attachant à y sensibiliser l'opinion; déceler les obstacles à l'application des normes existantes et trouver des solutions pour y remédier.	
Total, sous-secteur 175 (Prévention de la criminalité et justice pénale)			12,0
176 Lutte contre l'abus des drogues	ONU (PNUCID)	<p>Poursuivre les objectifs de la lutte contre la drogue dans les domaines de l'application des traités et des services d'appui, et continuer de mener des activités opérationnelles et d'assurer la prestation de services techniques, dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, en en faisant l'axe des activités de lutte contre la drogue du système des Nations Unies.</p> <p>Au titre de l'application des traités et des services d'appui : s'acquitter des responsabilités qui incombent à l'Organisation en vertu des traités relatifs à la lutte internationale contre la drogue, en particulier la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes; dispenser des conseils et une assistance aux Etats Membres, à leur demande, concernant l'application des traités et promouvoir l'adhésion des Etats à ceux-ci et l'application effective des dispositions qui y sont énoncées; dispenser une information dans le cadre d'un système intégré de données sur les saisies de drogues illicites, les précurseurs, le blanchiment de l'argent et la nature, les tendances et les formes de l'abus, ainsi que sur l'offre et la demande licites de stupéfiants et de substances psychotropes.</p> <p>Au titre des activités opérationnelles et des services techniques : prêter une assistance aux gouvernements, à leur demande, pour la mise au point et l'application de programmes visant à réduire la culture, la production et la fabrication illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, ainsi que le trafic et l'abus de ceux-ci et le trafic de précurseurs et de substances chimiques utilisées dans la fabrication illicite des drogues, et à améliorer l'efficacité du contrôle exercé sur l'offre licite de stupéfiants et de substances psychotropes; faire office de bureau de conseils et effectuer des travaux d'analyse et de recherche dans le domaine de la lutte internationale contre la drogue; donner des avis aux Etats Membres au sujet des questions de lutte internationale et nationale contre la drogue.</p>	202,4

Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
	PNUD	Voir paragraphe 13.	0,9
	OIT	Prévenir et/ou réduire l'abus d'alcool et de drogues sur le lieu de travail, grâce à l'éducation et à la rééducation.	5,0
	UNESCO	Renforcer l'éducation axée sur la prévention de l'abus des drogues.	2,0
	OMS	Renforcer les programmes nationaux visant à réduire la demande d'alcool et de drogue; définir des méthodes efficaces pour traiter la dépendance et les maladies associées; renforcer le contrôle de l'offre et de l'utilisation des substances psychoactives.	7,2
Total, sous-secteur 176 (Lutte contre l'abus des drogues)			217,5
Total, secteur 170 (Développement social)			750,5

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 180 – Culture</u>			
181	Préservation et développement de la culture	PNUD	Voir paragraphe 13. 3,6
		UNESCO	Préserver et mettre en valeur le patrimoine culturel, promouvoir les relations culturelles et enrichir les identités culturelles, et appliquer le plan d'action de la Décennie mondiale du développement culturel; promouvoir le développement du livre et des habitudes de lecture. 73,7
Total, sous-secteur 181 (Préservation et développement de la culture)			77,3
182	Protection des droits d'auteur et des droits voisins	UNESCO	Assurer la protection des droits d'auteur et des droits voisins et élargir l'accès aux oeuvres protégées par ces droits <sup>h</sup> . 9,2
		OMPI	Promouvoir la protection internationale des droits d'auteur et des droits voisins afférents aux oeuvres littéraires et artistiques en aidant les pays en développement à créer ou à moderniser leurs systèmes de droits d'auteur et en renforçant la protection et l'application des droits d'auteur dans le monde entier; assurer la gestion d'un catalogue filmographique international. 8,2
Total, sous-secteur 182 (Protection des droits d'auteur et des droits voisins)			17,4
183	Information et médias	PNUD	Voir paragraphe 13. 3,1
Total, sous-secteur 183 (Information et médias)			3,1
Total, Secteur 180 (Culture)			97,8

<sup>h</sup> Certaines des activités prévues visent également à renforcer la créativité dans le domaine des beaux-arts, des arts du spectacle et de l'artisanat, et à améliorer la condition de l'artiste (sous-secteur 181).



			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 190 – Science et technique</u>			
191 Sciences naturelles et sciences physiques	PNUD	Voir paragraphe 13.	5,0
	UNESCO	Renforcer les stratégies de recherche océanographique et d'aménagement des zones littorales aux échelons régional et international, notamment la recherche sur les ressources océaniques et marines et sur le rôle des océans dans le changement climatique mondial.	27,8
	AIEA	Améliorer la surveillance de la radioactivité marine en fournissant des renseignements et une assistance.	6,9
Total, sous-secteur 191 (Sciences naturelles et sciences physiques)			39,7
192 Sciences sociales et humaines	PNUD	Voir paragraphe 13.	2,7
	UNESCO	Améliorer les capacités institutionnelles de formation et de recherche dans le domaine des sciences sociales et renforcer les réseaux d'institutions spécialisées et les infrastructures nationales d'échange d'informations et de documentation.	11,6
	AIEA	Réunir dans une grande base de données mondiales les publications concernant les utilisations pacifiques de la science et de la technique nucléaire (INIS); encourager la recherche en sciences physiques et mathématiques dans leurs rapports avec la technique (dans le cadre du Centre international de physique théorique); publier un journal sur les tout derniers progrès des recherches relatives à la fusion.	60,1
Total, sous-secteur 192 (Sciences sociales et humaines)			74,4
193 Météorologie	PNUD	Voir paragraphe 13.	8,1
	OMM	Développer et améliorer les services nationaux de météorologie, afin qu'ils puissent réunir et tenir à jour des statistiques diachroniques de base pour leur pays (surveillance du climat et d'autres phénomènes atmosphériques); fournir les services voulus pour protéger les être vivants et les biens et améliorer la qualité de vie sociale et économique; faire mieux comprendre les phénomènes météorologiques; mettre en place des systèmes intégrés pour la coordination des prévisions météorologiques et pour la surveillance, la communication et la notification régionales et mondiales; coordonner les efforts internationaux d'évaluation scientifique du climat et	118,3

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
		du changement climatique; coordonner et cofinancer la recherche scientifique portant sur des questions climatologiques, météorologiques et écologiques connexes (notamment la pollution atmosphérique, l'appauvrissement en ozone et les phénomènes liés aux gaz thermoactifs et au réchauffement de la planète); encourager une application scientifique et technique plus efficace de la météorologie aux secteurs de l'agriculture, de l'aviation et de la marine.	
Total, sous-secteur 193 (Météorologie)			126,4
194	Mise au point et transfert des techniques	ONU	35,3
		Renforcer les capacités scientifiques et techniques endogènes des pays en développement et favoriser une intégration plus poussée de la science et de la technique au développement national; renforcer les politiques nationales de développement technologique visant à promouvoir l'esprit d'entreprise et à encourager le transfert des techniques; renforcer la mobilisation des ressources et définir une ligne directrice et des priorités spécifiques pour les activités prévues dans le cadre du Programme d'action de Vienne; développer à l'échelon international le commerce, l'investissement et la coopération dans le domaine des sciences et des techniques.	
		Sensibiliser davantage les dirigeants politiques à l'impact des nouvelles technologies sur le développement national, améliorer leur accès à l'information scientifique et technique et les inciter à concevoir des politiques pour renforcer l'infrastructure informationnelle de la science et de la technologie.	
		Faire mieux comprendre le rôle de la science et de la technique dans le développement économique et social, ainsi que la nature d'une éventuelle intervention de l'Etat dans ce secteur et les niveaux où elle pourrait se situer.	
		Inciter les Etats Membres à formuler des politiques et des plans scientifiques et techniques visant à assurer un développement durable et rationnel sur le plan écologique; à développer les capacités technologiques locales voulues pour assurer la participation à l'élaboration des politiques technologiques sous tous leurs aspects; à formuler des directives et à adopter des mesures portant sur le transfert inverse des techniques; et à analyser et évaluer les effets des technologies nouvelles sur leurs efforts de développement.	
		Définir des mesures et des mécanismes pour faciliter le transfert des techniques, en particulier celui des techniques de lutte contre la pollution; renforcer la coopération régionale entre les Etats Membres, spécialement en ce qui	

Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
		concerne l'utilisation de technologies nouvelles; renforcer la capacité d'adaptation aux changements rapides enregistrés dans les technologies dont les effets sur le commerce et le développement sont considérables.	
	PNUD	Voir paragraphe 13.	65,6
	FAO	Aider les gouvernements à faire bénéficier l'agriculture des isotopes et des biotechniques; renforcer les applications à l'agriculture, à la pêche et à la sylviculture des techniques de télédétection, d'agrométéorologie et des systèmes d'information géographiques.	19,2
	UNESCO	Renforcer les capacités nationales de recherche et la coopération régionale et internationale dans le domaine des sciences fondamentales, du génie génétique des sciences de l'ingénieur et des sources d'énergie renouvelable, en vue de favoriser le transfert des techniques; développer les capacités nationales d'utilisation de l'informatique et de renforcement des réseaux informatiques régionaux.	53,9
	OMS	Appuyer la Stratégie mondiale de la santé pour tous, grâce à la recherche sur la promotion de la santé, au suivi des innovations scientifiques et techniques (notamment le transfert des techniques), à l'identification et à l'examen des problèmes dont l'évolution présente une importance majeure pour la santé, au renforcement des capacités de recherche et à une meilleure appréhension de l'interdépendance de la santé et des phénomènes économiques; coordonner les activités scientifiques pertinentes.	3,9
	OMPI	Encourager la protection internationale des techniques (des inventions), essentiellement par les brevets, en aidant les pays en développement à instituer ou à moderniser leurs régimes des brevets, en rendant plus efficaces dans le monde entier la protection et le respect des droits conférés par les brevets, et en encourageant une coopération étroite entre les offices des brevets; instituer des méthodes d'archivage, de recherche, d'examen et de publication des demandes internationales de brevet, poursuivre l'amélioration de la classification internationale des brevets pour pouvoir bien stocker, consulter et extraire les informations techniques figurant dans la documentation des brevets; promouvoir le développement technique grâce à la diffusion des informations figurant dans la documentation des brevets.	96,0

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
	ONUDI	Développer et accélérer le flux de techniques et d'informations techniques vers les pays en développement et suivre les progrès techniques; améliorer la capacité de négociation et la médiation dans la négociation de contrats visant le transfert des techniques; développer et renforcer les capacités de gestion et de recherche-développement technologiques; promouvoir les options technologiques disponibles dans les pays en développement et les techniques de remplacement favorisant le développement durable; sensibiliser davantage les pays en développement aux progrès techniques et favoriser chez eux une meilleure gestion du changement technologique; renforcer la création de capacités à long terme, en particulier dans les technologies nouvelles, et promouvoir l'action des centres régionaux et internationaux à cette fin.	23,8
	AIEA	Améliorer la recherche et échanger et traiter les données, en assurant des services de données nucléaires et atomiques; améliorer la conception, la construction et la maintenance des instruments nucléaires; aider à utiliser les réacteurs de recherche et les accélérateurs de particules; améliorer la production de radio-isotopes et de produits radiopharmaceutiques; et aider les laboratoires à définir des techniques d'étiquetage des biomolécules; développer et gérer les laboratoires secondaires d'étalonnage pour la dosimétrie, et assurer des services de dosimétrie pour la médecine nucléaire et la radiothérapie.	51,0
Total, sous-secteur 194 (Mise au point et transfert des techniques)			348,7
Total, Secteur 190 (Science et technique)			589,2

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
<u>Secteur 200 – Environnement</u>			
201	Politiques, planification, législation	ONU	216,1
<p>Aider les pays à établir des directives générales et des mécanismes législatifs et administratifs pour favoriser l'exploitation et l'utilisation écologiquement rationnelles des ressources naturelles, la lutte antipollution et la protection et la gestion de l'environnement; informer davantage les responsables et les planificateurs dans les divers secteurs du développement et les amener à mieux intégrer à leurs programmes les principes à suivre pour assurer un développement écologiquement rationnel et durable.</p> <p>Aider les pays à renforcer les structures, les mesures d'administration publique et les organisations communautaires, à améliorer la communication avec l'industrie et à multiplier les débats publics, afin de favoriser la protection de l'environnement; à formuler et appliquer, en observant les résultats, des politiques et stratégies environnementales efficaces, inspirées en particulier du principe du développement durable; à intégrer à l'échelon tant national qu'international l'environnement à l'économie et à le prendre en compte dans la planification et les décisions, notamment par des évaluations d'impact sur l'environnement, en particulier dans un contexte transfrontière; à prévenir et circonscrire les effets transfrontières des accidents industriels.</p> <p>Coordonner les politiques des Etats membres face aux problèmes d'environnement prioritaires dans les régions et à l'échelle mondiale; renforcer le droit international et national de l'environnement en élaborant des instruments juridiques et en aidant les pays à mettre en place des moyens législatifs et structurels aux fins d'un développement écologiquement rationnel et durable.</p> <p>Renforcer, par des conseils et une coopération techniques, les capacités qu'ont les pays en matière d'analyse, de politique et de structures pour assurer la gestion de l'environnement et un développement durable; promouvoir l'adoption de méthodes qui permettent d'intégrer les questions d'environnement dans les politiques, plans et programmes socio-économiques; faire mieux comprendre les effets sur l'environnement des politiques et mesures socio-économiques et de l'aide au développement; faire prendre davantage en compte l'environnement dans les activités de coopération internationale en faveur du développement.</p> <p>Encourager les pays à coopérer pour lutter contre la désertification et la détérioration des écosystèmes terrestres et marins; coordonner les activités visant à renforcer les structures et à améliorer la gestion de l'environnement.</p>			

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
	PNUD	Voir paragraphe 13.	41,6
	OIT	Intégrer la question de l'environnement et du développement durable dans les activités de l'OIT; faire mieux comprendre les incidences que les problèmes d'environnement, de même que les politiques et programmes dans ce domaine, peuvent avoir sur le travail (emploi, formation, conditions de travail, etc.)	4,5
	FAO	Encourager l'adoption par les pays de politiques favorisant une agriculture durable et de législations régissant les incidences de la production vivrière et du développement agricole sur l'environnement; accroître l'efficacité des instruments internationaux en la matière; aider les pays à formuler des plans dans le cadre du Plan d'action pour la protection des forêts tropicales; intensifier la coopération internationale pour assurer l'exercice rationnel de la pêche hauturière.	12,4
Total, sous-secteur 201 (Politiques, planification, législation)			274,6
202	Evaluation et suivi	ONU	15,6
		Mettre en place des mécanismes permettant une évaluation régulière de l'état de l'atmosphère et promouvoir l'adoption des législations, de protocoles et accords internationaux pour limiter les émissions anthropiques; évaluer les effets des changements et de la variabilité climatiques sur les activités humaines, encourager l'application plus générales des connaissances et données pertinentes dans ces activités.	
		Etablir un bilan mondial plus précis de l'état des sols et des risques de dégradation et aider les pays à formuler des programmes de gestion des sols compatibles avec l'utilisation rationnelle, durable et productive des autres ressources naturelles.	
		Développer les moyens dont disposent les pays pour évaluer et combattre les dangers de pollution et pour assurer l'élimination sans danger des déchets dangereux.	
		Aider les pays à mettre au point et à renforcer les instruments de gestion, d'évaluation et de protection de l'environnement aux échelons national, sous-régional et régional.	
	PNUD	Voir paragraphe 13.	5,8
	FAO	Suivre les principaux problèmes écologiques dans les secteurs de la production alimentaire, de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture, notamment la pollution des zones de pêche et la pollution atmosphérique qui endommage les forêts; surveiller l'état des ressources	39,1

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
		phytogénétiques; améliorer l'évaluation des impacts sur l'environnement.		
Total, sous-secteur 202 (Evaluation et suivi)			60,5	
203	Amélioration et gestion de l'environnement	ONU	Favoriser une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et déchets toxiques a) en élaborant un système d'évaluation des dangers et des risques harmonisé sur le plan international; b) en amenant la communauté internationale à prendre des dispositions concertées visant en priorité à réduire l'usage des produits toxiques et à minimiser les déchets; c) en aidant les pays à adopter des plans nationaux de gestion et de contrôle; d) en recueillant et diffusant des données sur les risques et les mesures à prendre pour les maîtriser; e) en fournissant aux gouvernements une aide technique, juridique et institutionnelle.	77,1
			Encourager l'acquisition de compétences et la mise en valeur des ressources humaines dans les divers domaines (analyse, technique, administration et autres) de la gestion écologique du développement; favoriser une collaboration plus étroite entre pays développés et pays en développement et entre les pays en développement eux-mêmes pour prendre les décisions concernant l'évaluation et la gestion de l'environnement.	
		PNUD	Voir paragraphe 13.	5,3
		FAO	Coordonner l'aide internationale et l'exécution des projets dans le cadre du Plan d'action pour la protection de la forêt tropicale; renforcer la lutte contre les incendies de forêts et la lutte contre la pollution dans l'aquiculture, et promouvoir les systèmes intégrés de gestion des zones côtières.	36,9
		UNESCO	Intensifier la coopération interinstitutions et intersectorielle sur la question des rapports entre environnement et développement et faire mieux comprendre les changements climatiques mondiaux <sup>1</sup> .	3,2

<sup>1</sup> D'autres activités concernant la gestion des ressources naturelles considérée du point de vue de la protection de l'environnement sont classées dans les sous-secteurs 041, 043, 044 et 191.

			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)	
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme		
	OMI	Renforcer les moyens dont disposent les pays pour prévenir, circonscrire et combattre la pollution marine provoquée par les navires ou par tout autre agent; promouvoir l'application des conventions de l'OMI, notamment en ce qui concerne les installations pour déchets dans les ports, le contrôle de l'Etat du port et de l'Etat du pavillon et la gestion de l'élimination des déchets en mer.	1,6	
	ONUDI <sup>j</sup>	Favoriser un développement industriel qui puisse se poursuivre sans causer de dommages écologiques et ait le plus possible d'effets bénéfiques sur la qualité de la vie a) en mettant au point des directives et modes d'opération qui assurent que la question de l'environnement et celle de l'énergie sont prises en compte dans les projets et programmes de l'ONUDI; b) en offrant des services consultatifs et une formation au personnel afin qu'il tienne compte de ces questions dans ses activités; c) en mettant au point et en exécutant des projets visant à élargir et à appuyer les activités prévues dans le programme de l'ONUDI sur l'environnement; d) en appuyant la mise au point de techniques écologiquement rationnelles et permettant des économies d'énergie; e) en conseillant les gouvernements et l'industrie quant aux programmes et législations qui conviennent; f) en facilitant les échanges d'informations, de données d'expérience et de connaissances; g) en favorisant le transfert de techniques propres et consommant peu d'énergie vers les pays en développement et en mobilisant des ressources financières à cette fin; et h) en nouant des liens avec d'autres organismes des Nations Unies ou en resserrant ceux qui existent.	2.7	
Total, sous-secteur 203 (Amélioration et gestion de l'environnement)			126,8	
204	Sensibilisation et éducation	ONU	Encourager à faire figurer un enseignement sur l'environnement dans les programmes d'étude à tous les niveaux; dispenser aux responsables nationaux une formation interdisciplinaire pour les sensibiliser à la question de l'exploitation durable des ressources naturelles, de l'utilisation des terres et de la protection de l'environnement, encourager le public à prendre part à la conception et à l'exécution des activités de gestion de l'environnement.	62,0

<sup>j</sup> De nombreux programmes de l'ONUDI classés dans d'autres sous-secteurs ont eux aussi une importante composante environnementale.



			Prévisions de dépenses, toutes sources de financement confondues (en millions de dollars des Etats-Unis)
Sous-secteur	Organisation	Principaux objectifs du programme	
		Sensibiliser davantage le public aux questions d'environnement et à celle de la durabilité du développement, notamment aux problèmes que posent les changements climatiques, les ressources en eau douce, la pollution des océans, la désertification et la dégradation des sols, les déchets toxiques et la conservation de la diversité biologique, dans la perspective d'un développement équilibré et durable profitant à tous.	
		Offrir des directives, des informations, des services de formation et une assistance technique dans les domaines suivants : a) méthodes et modes d'analyse à employer pour évaluer les incidences socio-économiques des changements de l'environnement pour définir les bases économiques des politiques de l'environnement; b) évaluation des ressources environnementales; et c) aménagements des politiques pour permettre la gestion de l'environnement et un développement durable.	
	UNICEF <sup>k</sup>	Faire mieux connaître les questions d'environnement aux jeunes et mettre au point des programmes d'enseignement qui favorisent la participation des enfants.	3,0
	PNUD	Voir paragraphe 13.	2,8
	UNESCO	Sensibiliser le public et faire en sorte qu'il soit davantage éduqué, à l'échelon national, à la question des rapports entre l'environnement et la durabilité du développement	5,5
	OMI	Favoriser aux échelons national et régional les dispositions visant à protéger l'environnement marin, en aidant à l'identification des besoins et priorités des pays en développement et à la mise au point de stratégies et de plans d'action régionaux.	3,5
Total, sous-secteur 204 (Sensibilisation et éducation)			76,8
Total, secteur 200 (Environnement) <sup>l m</sup>			538,7

<sup>k</sup> Les questions d'environnement sont prises en compte dans tous les secteurs du programme.

<sup>l</sup> Les activités de l'OMS se rattachant à la question de l'environnement sont classées dans le secteur 130 (Santé). Le montant estimatif consacré à ces activités est de 128,7 millions de dollars.

(Suite des notes page suivante)

---

(Suite des notes du tableau 4)

<sup>m</sup> Au nombre des activités menées par l'AIEA pour favoriser un développement écologiquement rationnel et durable figure l'utilisation de techniques nucléaires qui ne nuisent pas à l'environnement dans des domaines tels que l'agriculture (par exemple fertilité des sols et cultures vivrières, irrigation, phytogénétique, lutte phytosanitaire, hydrologie), l'industrie et la recherche.

Un exemple concret est le projet Amazone, auquel participe l'AIEA. Les techniques nucléaires jouent un rôle clef dans la recherche des effets qu'a sur l'environnement le déboisement des forêts tropicales ombrophiles. Les isotopes stables permettent de mesurer d'infimes changements sur une brève période de temps, ainsi que les modifications environnementales et écologiques causées par le défrichement de zones et de bassins relativement peu étendus. Ils fournissent des données sur la vaporisation, le mouvement des eaux, la sédimentation, la qualité de l'eau, la productivité des plantes et les changements dans les sols. Ce projet devrait grâce à ces techniques fournir des renseignements qui devraient déboucher sur la mise au point de méthodes permettant d'optimiser la phytotrophie et l'utilisation des engrais. Les techniques nucléaires sont également utilisées dans la région amazonienne pour étudier les cycles nutritionnels et hydrologiques, qui mettent en évidence les changements climatiques et la fragilité écologique. Ce projet devrait savoir un impact décisif sur la gestion écologique de la région.

ANNEXE

Documents indiquant les programmes et les ressources des  
organismes des Nations Unies pour la période 1992-1993

Nations Unies

Plan à moyen terme pour la période 1992-1997 (A/45/6/Rev.1)

Révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1992-1997 (A/47/6, programmes 1 à 8, 12, 13, 14 et 14/Add.1, 15, 16 et 16/Corr.1, 17 à 29, 30, 30/Corr.1 et 30/Rev.1, 31, 32 et 32/Corr.1, 33 et 33/Add.1, 34 à 40, 43 à 45)

Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa trente et unième session (A/46/16)

Projet de budget-programme de l'exercice biennal 1992-1993 (A/46/6/Rev.1) (vol. I et II), A/46/6/Rev.1/Add.1)

Système de formulation du budget-programme 1992-1993 [base de données établie par le Groupe de l'analyse des données et du contrôle des systèmes (Division de la planification des programmes et du budget)]

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Plan à moyen terme pour la période 1992-1995 (E/ICEF/1992/3), en particulier tableaux 4 et 7

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Rapport annuel de l'Administrateur pour 1991 (DP/1992/12)

Analyse de la situation financière de 1991 (DP/1992/38)

Préparatifs du cinquième cycle de programmation (DP/1992/22)

Décisions du Conseil d'administration 92/36 sur l'analyse de la situation financière de 1991, et 92/30, sur les préparatifs du cinquième cycle de programmation (26 mai 1992)

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

Rapport du Directeur exécutif pour 1991 (DP/1992/24, parties I à III)

Plan de travail pour 1992-1995 et demande de pouvoir d'approbation (DP/1991/30)

Plan de travail pour 1993-1996 et demande de pouvoir d'approbation des dépenses du programme (DP/1992/26)

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)

Projet de budget-programme de l'ONU pour l'exercice biennal 1992-1993 (A/46/6/Rev.1 et Add.1) – chapitre 29

Plan à moyen terme de l'ONU pour la période 1992-1997 (A/45/6/Rev.1) – programme 36, sous-programme 6

Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour la période allant du 1er juillet 1991 au 30 juin 1992 (A/47/13)

Programme alimentaire mondial (PAM)

Plan financier pour 1992-1993 (CFA 31/11)

Programme de travail et budget du PAM pour 1992-1993 (CFA 32/2)

Examen des politiques et programmes mondiaux d'aide alimentaire (CFA 33/P/4/INF.1)

Intégration de l'aide alimentaire multilatérale non urgente aux programmes nationaux de développement (CFA 33/P/7)

Attribution de l'aide du PAM au développement : critères appliqués aux pays (CFA 34/P/7-A)

Stratégie de lutte contre la faim dans les ménages et les collectivités défavorisés : rôle de l'aide alimentaire (CFA 27/P/INF.1/Add.1)

Environnement et développement durable (CFA 27/P/INF.2)

Directives sectorielles concernant la participation des femmes au développement (CFA 27/P/INF.4)

Organisation internationale du Travail (OIT)

Plan à moyen terme pour la période 1990-1995 (GB.239/PFA/3/1)

Budget-programme de 1992-1993

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Programme de travail et budget de 1992-1993

Rapport sur l'exécution du programme 1992-1993

Rapport sur l'évaluation du programme 1992-1993

Plan à moyen terme pour 1992-1997

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Plan à moyen terme pour la période 1990-1995 (25 C/4)

Projet de programme et de budget pour 1992-1993 (26 C/5)

Programme et budget approuvés pour 1992-1993 (26 C/5)

Rapport du Directeur général 1990-1991 (27 C/3)

Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

Programme des travaux de l'Organisation (budget-programme), 1990-1992 (Doc. 9532)

Résolution A28-6 de l'Assemblée de l'OACI

Budget-programme pour 1993-1995 (Doc. 9582)

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Huitième programme général de travail pour la période 1990-1995  
(HFA Séries, No 10)

Projet de budget-programme pour l'exercice 1992-1993 (PB/92-93)

Union postale universelle (UPU)

Budget de l'Union pour 1992 (CE 1991/C2-Doc. 5)

Budget de l'Union pour 1993 (CE 1992/C2-Doc. 4)

Union internationale des télécommunications (UIT)

Constitution et Convention de l'UIT (Nice, 1989)

Décision No 1 (Nice, 1989) : Dépenses de l'Union pour la période 1990-1994

Budget 1992 (Doc. 7100/CA46 et Add.1, 2; Doc. 7200/CA46)

Budget 1993 (Doc. 7230/CA47 et Add.1, 2; Doc. 7330/CA47)

Organisation météorologique mondiale (OMM)

Troisième plan à long terme de l'OMM, partie I : principes directeurs et stratégie, 1992-2001 (publication de l'OMM No 768)

Projet de budget-programme pour 1992-1995 (Cg-XI/Doc. 11 et Add.1  
– Appendice E : Récapitulatif des fonds extrabudgétaires)

Programme et budget approuvés pour 1992-1995, dans : Rapport abrégé du onzième Congrès (publication de l'OMM No 756), résolution 31 (CG-XI) et résumé général, chapitre 8

Organisation maritime internationale (OMI)

Programme de travail et budget pour le dix-septième exercice financier (1992-1993) (C66/23 et C/ES.16/18/Add.1)

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 (AB/XXII/2)

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Programme et budgets, 1992-1993 (GC.4/42 et Add.1 et Corr.1)

Plan à moyen terme 1992-1997 (PBC. 7/17)

Mise à jour du programme sur l'environnement (IDB.10/17)

Programme sur l'intégration des femmes au développement industriel (GC.3/19 et CRP.3)

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Programme et budget de 1993 et 1994 (GC/XXXVI/1006)

Programme et budget de 1993 et 1994 (août 1992 – document interne)

Budget 1992 (GC/XXXV/955)

Techniques nucléaires et développement durable, 1992 (STI/PVB/915)

-----